

GROUPE MEDIA 6

EURONEXT - EUROLIST Compartiment C

ISIN : FR 00000 64 404

Société de Bourse : T.S.A.F.

RAPPORT FINANCIER

DE L'EXERCICE 2022/2023

CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2023

(Normes IFRS)

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion joint au présent rapport financier, présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Monsieur Bernard VASSEUR

Président du Conseil d'Administration

- I -

**RAPPORT DE GESTION
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 17 JANVIER 2024**

**RELATIF AUX COMPTES CONSOLIDES ANNUELS
DU GROUPE MEDIA 6
ARRETES AU 30 SEPTEMBRE 2023**

Mesdames, Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous rendre compte des opérations réalisées au cours de l'exercice de 12 mois clos le 30 septembre 2023, de vous exposer la situation financière du Groupe MEDIA 6 et de vous présenter ses comptes consolidés ainsi que les comptes annuels de MEDIA 6 SA.

Les commissaires aux comptes vous présenteront leurs rapports sur ces mêmes comptes.

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes internationales, les comptes consolidés du Groupe MEDIA 6 au 30 septembre 2023 ont été établis selon les normes comptables internationales IAS/IFRS applicables en 2023 telles qu'approuvées par l'Union Européenne.

1. Présentation de l'activité de l'exercice

1.1 Chiffre d'affaires

Au terme de l'exercice 2022/2023 le Groupe a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 98,6 M€, en progression de +18.9 % sur l'année précédente.

Ce dernier se décompose de la manière suivante par pôle d'activités, étant entendu que le Groupe MEDIA 6 distingue deux secteurs d'activités :

Le secteur Production qui regroupe les activités :

- Carton,
- Plastique,
- Métal,
- Bois et agencement de mobilier commercial multi matériaux,
- Mèchiers.

Le secteur Services qui regroupe les activités :

- Création,
- Installation,
- Divers (s'il y a lieu).

Chiffre d'affaires consolidé (Valeurs en K€)

Secteurs d'activité	30/09/22	30/09/23	Variation	
			en valeur	en %
Production	74 284	88 683	14 399	19,4%
Services	9 635	10 949	1 314	13,6%
Elimination intersecteurs	(1 009)	(1 034)	(25)	2,5%
TOTAL	82 910	98 598	15 688	18,9%

Les données par secteurs géographiques ont évolué comme suit :

Chiffres d'affaires consolidé (Valeurs en K€)

Secteurs géographiques	30/09/22	30/09/23	Variation	
			en valeur	en %
France	52 496	53 846	1 350	2,6%
Europe (hors France)	2 410	2 261	(149)	(6,2%)
Reste du monde	28 004	42 491	14 487	51,7%
TOTAL	82 910	98 598	15 688	18,9%

Après 2 exercices fortement impactés par la pandémie mondiale Covid-19 et ses absences d'investissement par nos clients sur leurs points de vente, le phénomène de rattrapage du chiffre d'affaires entamé en 2022 s'est poursuivi en 2023 dans une proportion qui nous est inconnue par rapport à la part de CA que nous pourrions qualifier à nouveau de récurrent car relayé par une bonne orientation du secteur luxe de nos clients. Ceci sera -nous l'espérons- vérifiable en 2024. Cette bonne performance 2023 reste toutefois essentiellement attribuable à nos activités hors Europe.

1.2 Compte de résultat

Le compte de résultat consolidé du Groupe MEDIA 6 se présente comme suit :

Valeurs en K€

Désignations	30/09/22	30/09/23	Variations	
			valeur	%
Chiffre d'affaires	82 910	98 598	15 688	18.9%
Autres produits de l'activité	637	309	(328)	(51.5%)
Total Activité (*)	83 547	98 907	15 360	18.4%
Résultat opérationnel courant	623	5 644	5 021	805.9%
Résultat opérationnel	623	5 644	5 021	805.9%
Coût de l'endettement financier net	(431)	(275)	156	36.2%
Autres produits et charges financiers	120	(161)	(281)	(234.2%)
Résultat avant impôt	312	5 208	4 896	1569.2%
Impôt sur les sociétés	203	(1 102)	(1 305)	(642.9%)
Résultat net de l'ensemble consolidé	515	4 106	3 591	697.3%

(*) présentée ici hors variation des stocks d'encours et produits finis

Au-delà de cette progression du chiffre d'affaires, le résultat opérationnel équivaut à 5.7% du chiffre d'affaires, sur la voie d'un retour au taux historique ante Covid, profitant enfin d'un rééquilibrage de la rentabilité gâchée en 2022 suites aux hausses de coût d'achat mondiales inédites, et d'une masse critique de volume d'activité qui permet de mieux saturer les couts fixes qui ont dû aussi augmenter pour soutenir la croissance. Ainsi le résultat d'exploitation ressort à 5.6M€ versus +0.6M€ sur l'exercice précédent.

Le coût de l'endettement financier net diminue de l'effet combiné de l'impact IFRS16 et du cout des intérêts d'emprunt. Les autres éléments financiers sont essentiellement liés aux évolutions paritaires des monnaies.

Après constatation de l'impôt sur les sociétés en hausse du fait des résultats, le résultat net ressort en bénéfice à +4.1M€.

2. Situation financière du Groupe

Au cours de l'exercice 2023, la structure financière du bilan du Groupe MEDIA 6 a commencé à se restaurer suite aux crises Covid 2020-22 et hausses des couts d'achats mondiales inédites 2022.

Les capitaux propres -part du Groupe- passent de 28 303 K€ en 2022 à 31 923 K€ en 2023. La structure du bilan fait ressortir les éléments suivants :

- La trésorerie (et équivalent) du groupe s'élève à 9 061 K€ par rapport à 10 602 K€ au 30/09/2022.
- Les emprunts et dettes financières assimilées s'élèvent à 15 609 K€ contre 22 903 K€ en 2022, dont 2 972 K€ constatés pour le retraitement IFRS16 sur les locations.
- Le dernier PGE a été remboursé pour 3 000 K€ sur l'exercice.
- Hors IFRS16, la trésorerie (et équivalent) nette d'emprunts et dettes assimilées s'élève à -3 576 K€ au 30/09/2023 versus - 8 362 K€ au 30/09/2022.

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles se sont élevés à +6 866 K€ (-5 305 K€ en 2022).

3. Commentaires sur les faits significatifs relatifs à l'exercice 2023

Inflations et renégociations tarifaires

Après les désorganisations de filières à l'achat issues de la période Covid, le contexte géopolitique mondial depuis 2022 a provoqué des hausses de couts d'achats tous azimuts à des niveaux inédits, rajoutant une nécessité d'effort quotidien sur les prix, tant à l'achat qu'à la vente.

MEDIA 6 MASTERPIECE Ltd

Dans le domaine de l'horlogerie, bijouterie et joaillerie de luxe, cette filiale asiatique restructurée bénéficie d'un marché porteur et en croissance.

MEDIA 6 ASIA PRODUCTION Ltd / DONGGUAN MEDIA 6 POS EQUIPMENT Co Ltd

Une reprise des commandes clients dans le domaine de la PLV en sourcing asiatique aura été favorable en 2023 grâce à l'effet rebond sortie de crise Covid et/ou bonne orientation des secteurs porteurs luxe de nos clients.

MEDIA 6 PRODUCTION PLV

Les effets porteurs observés ci-dessus en Asie n'ont pas bénéficié à la France. Cette filiale aura même vu régresser à la fois chiffre d'affaires et résultat.

MEDIA 6 PRODUCTION METAL

Les effets porteurs observés ci-dessus en Asie n'ont pas bénéficié à la France. Cette filiale aura même vu, malgré une progression de son chiffre d'affaires, son résultat passer en perte. Le niveau de productivité et rentabilité a été problématique de façon générale.

MEDIA 6 ATELIERS NORMAND

Malgré un carnet de commandes pluriannuel existant sur son pôle Naval, la société est fortement déficitaire sur ce pôle du fait de marchés à prix fermes signés avant inflations, souvent même avant Covid. De façon générale, le pôle Agencement souffre d'un niveau d'activité qui n'a pas rebondi, avec la même problématique inflation.

MEDIACOLOR SPAIN / MEDIA 6 ROMANIA

Après un léger rebond en 2022, cette activité Mèchiers a régressé en 2023 avec un résultat d'exploitation juste à l'équilibre.

MEDIA 6 360

Un chiffre d'affaires en hausse, une rentabilité dans la même épure que sur l'exercice précédent.

MEDIA 6 IMG (Interior Manufacturing Group)

Le Canada est sorti du Covid après l'Europe quant aux confinements, et l'effet rebond sortie de crise Covid s'est plutôt matérialisé sur cet exercice, amplifié nous l'espérons d'une bonne orientation des secteurs luxe de nos clients. La filiale qui avait davantage souffert du cisaillement des marges en 2022 voit son résultat d'autant mieux rétabli.

MEDIA 6 ATELIERS NORMAND PORTUGAL

La structure acquise le 07/01/2020 monte en puissance progressivement en fonction du carnet de commande. Cette filiale étoffe l'éventail des moyens de conception et de production du groupe de façon agile et complémentaire.

Investissements

Les investissements -hors effet IFRS16- ont été contenus en cette période de besoin en fond de roulement typiquement important en période de croissance d'activité comme c'était toujours le cas pendant la première partie de l'exercice, aussi du fait de l'échéance de 3M€ du remboursement intégral de notre dernier PGE début juillet 2023. Ainsi, ils ne se sont élevés qu'à 762 K€ pour tout le groupe versus 2674 K€ l'an passé en flux d'acquisition comptable.

Trésorerie

L'accroissement de l'activité à nouveau rentable n'aura toutefois pas entièrement permis de dégager un flux de trésorerie d'exploitation suffisant, bien qu'honorable, pour nous permettre de rembourser à la fois nos emprunts structurés et le dernier PGE de 3M€, au-delà de nos investissements. Au total, une consommation de cash de 1.7M€ est constatée (cf notes annexes au TFT).

MEDIA 6 SA

MEDIA 6 a initié le processus de dissolution sans liquidation de sa filiale sans salariés Ateliers Normand SARL dont le patrimoine résiduel sera in fine confondu avec celui de MEDIA6 Ateliers Normand SAS au début de l'exercice 2023-2024.

MEDIA6 a également initié l'équivalent de ce même processus à Hong-Kong en vue de dissoudre sa filiale devenue inactive MEDIA6 Asia Limited. Le dénouement est attendu courant 2024.

Un contrôle fiscal portant sur les exercices clos 2019-2021 a abouti à une proposition de rectification de 478K€ comptabilisée, les avis de mise en recouvrement commencent à nous parvenir post-clôture. Le redressement proposé est toujours lié au même fait générateur que sur les contrôles précédents, à savoir le formalisme lié à une société animatrice. Celui-ci, comme les précédents, fait l'objet d'une contestation globale auprès de l'administration fiscale. A noter par ailleurs, des garanties fiscales furent délivrées par l'administration à MEDIA6 SA.

4. Evènements postérieurs à la clôture

Pas d'événement significatif.

Une Assemblée Générale le 14 décembre 2023 a décidé le remplacement et l'ajout d'Administrateurs autour du PDG, ainsi que le remplacement d'un Commissaire aux comptes suppléant ayant fait valoir ses droits à la retraite. Une mise à jour des statuts pour augmenter la durée de la société et la limite d'âge des PDG, DG et DGD devra enfin être décidée à la plus prochaine Assemblée.

5. Perspectives du Groupe MEDIA 6

Le carnet de commandes continue de s'étoffer mais à un rythme moins important. Il est trop tôt pour juger si le niveau atteint en 2023 constitue une base suffisamment récurrente pour 2024. Avec les hausses des couts qui ne faiblissent pas, l'enjeu des marges est accru.

6. Mandats des dirigeants du Groupe MEDIA 6 au 30/09/2023

Sociétés		Dirigeants du Groupe MEDIA 6					
		personne morale	BV	MBV	NLC	LV	FL
Media 6	SA		Adm. PDG	Adm.		Adm.	DGD
Media 6 360	SAS						Prés.
Media 6 Ateliers Normand	SAS						Prés.
Media 6 Ateliers Normand Portugal Unip. Lda			Gérant				
Media 6 Production Métal	SAS						Prés.
Media 6 Production PLV	SAS						Prés.
Ateliers Normand	SARL						Gérant
Media 6 Merchandising Services	SAS						Prés.
Media 6 Asia Ltd							Direct.
Media 6 Asia Production Ltd			Direct.				Direct.
Media 6 Masterpiece Ltd			Direct.				Direct.
Media 6 Dongguan POS Equipment Ltd			Direct.				Direct.
Media 6 Romania	SARL		Gérant				
Mediacolor Spain (Espagne)	SA		Prés.		Secrét.		Adm.
Media 6 Canada Inc			Prés. & A.U.				Secrét.
Media 6 IMG Inc (Canada)			Direct.				Secrét.
La Hotte Immobilière	SCI		Gérant				
Mediasixte Bois	SARL						Gérant
Mediasixte Bois de la pie	SAS	Media 6					
Mediasixte Métal	SARL						Gérant

BV : Bernard VASSEUR
MBV : Marie-Bernadette VASSEUR
LV : Laurent VASSEUR
FL : Frédéric LORFANFANT
NLC : Nicolas LE CAM

Sigles :
DGD : Directeur Général Délégué
Adm. : Administrateur
A.U. : Administrateur unique
Direct. : Director
Secrét. : Secrétaire du Conseil d'Administration
Prés. : Président

7. Autres mandats des dirigeants du Groupe MEDIA 6 au 30/09/2023

Sociétés		Dirigeants du Groupe MEDIA 6			
		BV	MBV	LV	LF
VASCO	SAS	Président		DG	

8. Achat et revente par la société de ses propres actions

La société MEDIA 6 a poursuivi la mise en œuvre au cours de l'exercice 2023 du programme de rachat d'actions propres qui avait été soumis aux suffrages de l'AG Mixte du 30 mars 2023 (publication le jour même auprès de l'AMF du descriptif du programme de rachat d'actions).

Les informations relatives aux négociations de titres MEDIA 6 intervenues au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2023 dans le cadre de ces opérations sont les suivantes :

		Valeur historique des transactions
Nombre d'actions achetées et inscrites au nom de MEDIA 6 SA au 30 septembre 2022	258 037 actions	2 719 539 €
Nombre d'actions acquises au cours de l'exercice	28 actions	276 €
Nombre d'actions vendues au cours de l'exercice		
Nombre d'actions annulées au cours de l'exercice		
Variation du nombre d'actions détenues au cours de l'exercice	28 actions	276 €
Nombre d'actions acquises et inscrites au nom de MEDIA 6 SA au 30 septembre 2023	258 065 actions	2 719 815 €

Cours net moyen d'acquisition de l'exercice	9.86 €	
Taux de frais de courtage	34.78%	du montant brut des transactions
Montant des frais de courtage	96 €	
Valeur nominale unitaire des actions acquises	3.20 €	
Valeur nominale totale des actions acquises	825 808 €	
Fraction du capital représentée par les actions MEDIA 6 détenues	8.96%	

La valeur nette des actions propres achetées au cours de l'exercice a été enregistrée à la rubrique titres de participation et valeurs mobilières de placement dans les comptes sociaux de la société MEDIA 6 SA. Elle est portée en diminution des fonds propres du Groupe en consolidation.

L'ensemble de ces rachats d'actions propres est effectué dans le cadre général des objectifs qui ont été approuvés par l'AG Mixte des actionnaires du 30 mars 2023 et qui sont par ordre d'intérêt décroissant :

- achat par MEDIA 6 SA pour conservation et remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe ;
- attribuer des actions de la société et des filiales du Groupe, dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment dans le cadre de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, pour le service des options d'achats d'actions, au titre d'un plan d'épargne entreprise, ou pour l'attribution gratuite d'actions aux salariés en fonction de leurs performances dans l'application des dispositions des articles L 255-197-1 et suivants du Code de Commerce ;
- annulation des titres, sous réserve de l'adoption par une assemblée générale extraordinaire d'une résolution ayant pour objet d'autoriser cette annulation.

9. Evolution du cours de l'action MEDIA 6

Le cours moyen de l'action s'est établi à un niveau moyen de 9.27 € au cours de l'exercice 2023 contre 10.69€ pour l'exercice 2022 avec un volume moyen de transactions mensuelles de 170 titres à rapprocher des 653 titres échangés en moyenne au cours des 12 mois de l'année précédente.

Mois	Cours moyen de clôture		Nombre de titres échangés au cours du mois	
	Exercice clos le 30/09/2022	Exercice clos le 30/09/2023	Exercice 2022	Exercice 2023
Octobre	11.36 €	-	364	0
Novembre	11.68 €	9.20 €	8	102
Décembre	11.17 €	-	545	0
Janvier	11.36 €	9.50 €	1 281	100
Février	10.20 €	9.35 €	799	256
Mars	10.50 €	8.14 €	226	112
Avril	10.43 €	9.36 €	174	314
Mai	10.67 €	10.00 €	272	618
Juin	10.26 €	-	1 366	0
Juillet	10.47 €	9.51 €	1 511	293
Août	10.22 €	9.86 €	402	217
Septembre	10.01 €	8.55 €	891	24
Moyennes	10.69 €	9.27 €	653	170

La capitalisation boursière de MEDIA 6 SA établie sur la base du cours moyen de 10.69 € pour 2 623 185 actions (2 881 250 actions composant le capital sous déduction de 258 065 actions détenues en propre au 30 septembre 2023) ressort à 24 317 K€, ce qui représente une valeur inférieure de 7 605 K€ par rapport aux capitaux propres du Groupe au 30 septembre 2023 (31 922 K€).

10. Répartition du capital et des droits de vote

A la date du 30/09/2023, la répartition du capital entre actionnaires se présentait comme suit :

Nombre de titulaires	Noms titulaires	Nombre d'actions	% d'actions	Nombre de droits de vote	% droits de vote
1	VASCO SAS	1 750 030	60.74%	3 362 630	70.10%
6	Famille Vasseur	560 629	19.46%	1 120 830	23.37%
7	S/T Famille Vasseur	2 310 659	80.20%	4 483 460	93.47%
	MEDIA 6 SA (Actions propres)	258 065	8.96%	0	0.00%
1	Eximium	249 062	8.64%	249 062	5.19%
2	Gemmes (fonds d'invest.et Dir.)	24 012	0.83%	24 012	0.50%
3	S/T Actionnariat public significatif	273 074	9.48%	273 074	5.69%
10	S/T Action. Major. et public significatif	2 841 798	98.63%	4 756 534	99.16%
199	Autre actionnariat public	39 452	1.37%	40 401	0.84%
202	S/T Actionnariat public (*)	312 526	10.85%	313 475	6.53%
209	TOTAL GENERAL	2 881 250	100.00%	4 796 935	100.00%

Opérations sur les titres de la société réalisés par les dirigeants au cours de l'exercice et déclarées à l'AMF

Néant.

11. Dividendes

Le Conseil d'Administration proposera à la prochaine Assemblée Générale des actionnaires, sur la base initiale de 2 881 250 actions composant le capital, de ne pas distribuer de dividendes du fait de l'absence de résultat significatif sur les 4 exercices depuis le début de la pandémie Covid 19. Le dividende par action serait donc nul. Conformément aux dispositions légales, le montant des dividendes distribués au titre des trois derniers exercices est rappelé ci-après :

Dividendes versés	Dividende net
30/09/2022	nul
30/09/2021	nul
30/09/2020	nul

12. Tableau des 5 derniers exercices de MEDIA 6 SA (Comptes sociaux)

Valeurs en K€

	au 30 sept. 2019	au 30 sept. 2020	au 30 sept. 2021	au 30 sept. 2022	au 30 sept. 2023
Capital	9 760	9 760	9 220	9 220	9 220
Nombre d'actions	3 050 000	3 050 000	2 881 250	2 881 250	2 881 250
Chiffre d'affaires	6 674	7 041	5 847	6 749	7 957
Résultat avant IS, dot. amort. & prov.	4 861	139	(231)	3 979	3 795
Dot. nettes amort & provisions	(2 315)	(7 761)	3 804	(4 725)	780
Impôt sur les sociétés	(332)	534	4	294	306
Résultat après impôt	2 214	(7 088)	3 577	(452)	4 881
Résultat distribué	793	0	0	0	0
Par actions (en €)					
Résultat après impôt avant prov.	1.48	0.22	(0.08)	1.48	1.42
Résultat après impôt	0.73	(2.32)	1.24	(0.16)	1.69
Résultat distribué par action	0.26	0.00	0.00	0.00	0.00
Effectif	34	32	29	29	32

- II -

COMPTES CONSOLIDES ANNUELS

DU GROUPE MEDIA 6

ARRETES AU 30 SEPTEMBRE 2023

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE au 30 septembre 2023 (Valeurs en K€)

ACTIF	Notes annexes	Exercices	
		Septembre 2022	Septembre 2023
Goodwill	2.1	14 711	14 711
Immobilisations incorporelles	2.2	266	230
Immobilisations corporelles	2.3	18 453	16 097
Autres actifs financiers	2.4	647	616
Impôts différés	3.8	514	651
Autres actifs non courants		2	10
Total Actifs non courants		34 593	32 315
Stocks et en-cours	2.5	10 640	10 075
Clients et autres débiteurs	2.6	21 035	21 214
Créance d'impôt et autres actifs courants	2.7	2 053	1 051
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2.8	10 602	9 061
Total Actifs courants		44 330	41 401
TOTAL ACTIF		78 923	73 716

PASSIF	Notes annexes	Exercices	
		Septembre 2022	Septembre 2023
Capital	2.9	9 220	9 220
Actions propres		(2 720)	(2 720)
Réserves de conversion		(962)	(452)
Réserves Groupe		22 250	21 769
Résultat de période		515	4 106
Total Capitaux propres (Part du Groupe)		28 303	31 923
Intérêts non contrôlant			
Total des Capitaux propres		28 303	31 923
Passifs financiers non courants	2.10	16 369	11 129
Engagements envers le personnel	2.11	1 289	1 268
Autres provisions	2.11	824	352
Impôts différés (passifs)	3.8	1 129	1 104
Autres passifs non courants		0	0
Total Passifs non courants		19 611	13 853
Passifs financiers courants	2.10	6 535	4 480
Provisions	2.11	239	202
Fournisseurs et autres créditeurs	2.12	20 025	20 262
Dettes d'impôt		423	448
Autres passifs courants	2.13	3 787	2 548
Total Passifs courants		31 009	27 940
Total des Passifs		50 620	41 793
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		78 923	73 716

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE au 30 septembre 2023
(Valeurs en K€)

Rubriques	Notes annexes	Exercices	
		Septembre 2022	Septembre 2023
Chiffre d'affaires	3.0	82 910	98 598
Autres produits de l'activité		637	309
Variation des stocks d'en-cours et produits finis		2 215	889
Total Activité		85 762	99 796
Achats consommés		(43 585)	(50 209)
Charges externes		(9 849)	(8 563)
Charges de personnel	3.2	(27 609)	(31 533)
Impôts et taxes		(1 027)	(1 385)
Dotations aux amortissements	3.3	(2 641)	(3 068)
Dotations nettes aux provisions	3.3	(887)	(151)
Autres produits et charges d'exploitation	3.4	459	757
Résultat opérationnel courant		623	5 644
Dépréciation des écarts d'acquisition	2.1	0	0
Autres produits et charges opérationnels	3.5	0	0
Résultat opérationnel	3.1	623	5 644
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		0	0
Coût de l'endettement financier brut		(431)	(275)
Coût de l'endettement financier net	3.6	(431)	(275)
Autres produits et charges financiers	3.6	120	(161)
Résultat avant impôt		312	5 208
Impôt sur le résultat	3.7	203	(1 102)
Résultat après impôt		515	4 106
Résultat net de l'ensemble consolidé	3.1	515	4 106
<i>Part du Groupe</i>		515	4 106
<i>Part d'intérêts non contrôlant</i>		0	0
Résultat net par action <i>(en € calculé sur Part du Groupe)</i>	3.9	0.20	1.57
Résultat net dilué par action <i>(en € calculé sur Part du Groupe)</i>	3.9	0.20	1.57

ETAT DU RESULTAT GLOBAL au 30 septembre 2023 (Valeurs en K€)

Rubriques	Notes annexes	Exercices	
		Septembre 2022	Septembre 2023
Résultat net consolidé	3.1	515	4 106
Produits et charges non comptabilisées en résultat (*)		379	9
Ecart de conversion sur entités étrangères		(934)	509
Résultat global total		(40)	4 624
<i>Part du Groupe</i>		(40)	4 624
<i>Part des minoritaires</i>		0	0

(*) écarts actuariels non recyclables, le reste du tableau ne comprend que des éléments recyclables.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES au 30 septembre 2023 (Valeurs en K€)

Rubriques	Notes Annexes	Exercices	
		Septembre 2022	Septembre 2023
Résultat net total consolidé		515	4 106
Ajustements :			
Elimination des amortissements et provisions	a	1 920	2 566
Elimination des profits / pertes de réévaluation		0	0
Elimination des résultats de cession, pertes/profits de dilution		166	6
Elimination des produits de dividendes		0	0
MBA après coût de l'endettement financier net et impôt		2 601	6 678
Elimination de la charge (produit) d'impôt		(203)	1 102
Elimination du coût de l'endettement financier net	b	431	275
MBA avant coût de l'endettement financier net et impôt		2 829	8 055
Variation des stocks		(2 515)	211
Variation des créances d'exploitation		(4 151)	(27)
Variation des dettes d'exploitation		(1 647)	(538)
Incidence de la variation du BFR		(8 314)	(354)
Impôts payés		180	(835)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	c	(5 305)	6 866
Incidence des variations de périmètre		0	0
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	d	(2 674)	(1 041)
Acquisition d'actifs financiers		0	0
Variation des prêts et avances consentis		(140)	61
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		0	0
Dividendes reçus		0	0
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(2 814)	(980)
Augmentation / (Réduction) de capital		0	0
Cession (acquisition) nette d'actions propres		(52)	0
Emission d'emprunts		3 000	280
Remboursements d'emprunts	e	(3 697)	(7 498)
Intérêts financiers nets versés		(435)	(281)
Dividendes payés aux actionnaires du Groupe		0	0
Dividendes payés aux minoritaires		0	0
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	f	(1 184)	(7 499)
Incidence de la variation des taux de change		286	(108)
VARIATION DE LA TRESORERIE	g	(9 017)	(1 721)
Trésorerie d'ouverture		19 272	10 256
Trésorerie de clôture (*)		10 256	8 533
(*) dont			
Titres de placement		0	0
Disponibilités		10 269	8 724
Concours bancaires		(13)	(191)
Trésorerie nette en fin de période		10 256	8 533

NOTES ANNEXES AU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES au 30 septembre 2023

Note a : dont 2092 K€ d'élimination d'amortissements.

Note b : le montant avait augmenté ponctuellement en 2022 du fait de l'impact IFRS16 lié à des baux renégociés. Aussi la baisse 2023 provient d'emprunts arrivés à leur terme sur la période.

Note c : Les flux d'exploitation sont la traduction du compte de résultat qui a bien rebondi, surtout au second semestre qui comprend notre saison haute. La variation du BFR aura été une préoccupation surtout au premier semestre pour finir en point de sortie à un niveau presque égal. In fine +6.9 M€ de flux d'exploitation.

Note d : Les investissements hors impact IFRS16 furent contenus à 762 K€ du fait de la variation de BFR encore pesante pendant la première partie de l'année du fait de la croissance d'activité et de l'échéance du remboursement du dernier PGE pour 3M€ en juillet 2023.

Note e : au-delà des remboursements d'emprunts structurés pour 3.5 M€, le remboursement du dernier PGE pour 3 M€ impacte nos flux de trésorerie de financement. In fine, -7.5 M€ sur cette ligne remboursements d'emprunts.

Note f : cf note c.

Note g : In fine, tous les impacts analysés supra, y compris les investissements visés ci-dessus, expliquent la variation de trésorerie totale de -1.7M€.

TABLEAUX DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (Valeurs en K€)

	Nombre d'actions	Capital	Réserves	Résultats	Total Capitaux propres	Contribution Groupe	Intérêts hors Groupe
Au 30 septembre 2021	2 881 250	9 220	18 596	(1 110)	26 706	26 705	1
Réduction de capital	0	0	0	0	0	0	0
Dividendes distribués par la société Mère	0	0	0	0	0	0	0
Affectation du Résultat de l'exercice précédent	0	0	(1 110)	1 110	0	0	0
Résultat net de l'exercice 2022	0	0	0	515	515	515	0
Elimination des actions propres	0	0	(52)	0	(52)	(52)	0
Ecarts de conversion	0	0	(934)	0	(934)	(934)	0
Ecarts actuariels IAS 19	0	0	379	0	379	379	0
Ecart de change sur comptes courants (*)	0	0	2 000	0	2 000	2 000	0
Autres variations (**)	0	0	(311)	0	(311)	(311)	0
Au 30 septembre 2022	2 881 250	9 220	18 568	515	28 303	28 302	1
Réduction de capital	0	0	0	0	0	0	0
Dividendes distribués par la société Mère	0	0	0	0	0	0	0
Affectation du Résultat de l'exercice précédent	0	0	515	(515)	0	0	0
Résultat net de l'exercice 2023	0	0	0	4 106	4 106	4 106	0
Elimination des actions propres	0	0	0	0	0	0	0
Ecarts de conversion	0	0	509	0	509	509	0
Ecarts actuariels IAS 19	0	0	9	0	9	9	0
Ecart de change sur comptes courants (*)	0	0	(1 234)	0	(1 234)	(1 234)	0
Autres variations (**)	0	0	230	0	230	230	0
Au 30 septembre 2023	2 881 250	9 220	18 597	4 106	31 923	31 922	1

(*) En application de la norme IAS 21, les écarts de change constatés sur les comptes courants de la société MEDIA 6 avec les sociétés situées hors zone euro ont été comptabilisés directement en capitaux propres.

(**) Les variations correspondent essentiellement à des écarts de taux d'imposition.

- III -

**ANNEXE
AUX COMPTES CONSOLIDES ANNUELS**

DU GROUPE MEDIA 6

ARRETES AU 30 SEPTEMBRE 2023

MEDIA 6, société anonyme immatriculée en France et domiciliée au 33, avenue du Bois de la Pie - 93290 - Tremblay-en-France (France) réalise, de la conception à la production, puis au service, pour les grandes Marques du Luxe, l'Agencement et le Merchandising de leurs points de ventes physiques dans les trois zones : Asie-Pacifique / Europe / Amérique du nord.

Le parent ultime du groupe est VASCO SAS.

PARTIE 1 : REGLES ET METHODES COMPTABLES

Cadre général

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés de l'exercice 2020/2021 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union Européenne au 30 septembre 2023 (référentiel disponible sur http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm).

Le référentiel IFRS comprend les normes IFRS, les normes IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee) et SIC (Standing Interpretations Committee).

Les normes et interprétations appliquées par le Groupe pour l'exercice 2022/2023 sont les mêmes que celles retenues pour les comptes consolidés de l'exercice 2021/2022, à l'exception de celles adoptées par l'Union Européenne, dont l'application est rendue obligatoire pour l'exercice ouvert le 1er octobre 2022 et dont le Groupe n'avait pas fait le choix d'une application par anticipation (cf. point suivant « Evolution du référentiel comptable »).

Évolution du référentiel comptable

De nouvelles normes et interprétations, dont l'application est rendue obligatoire pour l'exercice ouvert le 1er octobre 2022, ont été retenues pour l'élaboration des états financiers de l'exercice 2022/2023.

Ces nouvelles normes, interprétations et amendements qui n'avaient pas été anticipés dans les états financiers de l'exercice 2021/2022 correspondent à :

- Amendements à IFRS 3 - modification du cadre conceptuel ;
- Amendements à IAS 16 - Comptabilisation des produits générés avant la mise en service ;
- Amendements à IAS 37 - Clarification des coûts à retenir lors de l'analyse des contrats déficitaires ;
- Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2018 – 2020 (IFRS 1, IFRS 9, IAS 41, IFRS 16).

L'application des amendements de ces normes n'a pas d'incidence significative sur les comptes consolidés du Groupe.

Futures normes, amendements de normes et interprétations :

Le Groupe n'a pas appliqué de normes, amendements de normes ou interprétations applicables par anticipation à compter du 1er octobre 2023, qu'ils soient ou non adoptés par l'Union européenne.

Les amendements suivants ont été publiés par l'IASB mais ne sont pas encore applicables au 30/09/2023 :

- Amendement à IAS 1 « Informations à fournir sur les méthodes comptables » ;
- Amendement à IAS 1 « Présentation des états financiers - Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants » ;
- Amendement à IAS 8 « Définition d'une estimation comptable » ;
- Amendement à IAS 12 « Impôts différés relatifs à des actifs et passifs résultat d'une même transaction » ;
- IFRS 17 « Contrats d'assurance – Principe de comptabilisation, évaluation, présentation ».

L'analyse de ces amendements est en cours. A date d'arrêté des comptes, les impacts potentiels de ces amendements dans les comptes du Groupe ne sont pas connus.

Les premiers comptes publiés selon les normes IFRS ont concerné l'exercice clos au 30 septembre 2006. Le Groupe MEDIA 6 a retenu les méthodes et options suivantes :

- **immobilisations** : conformément à la possibilité offerte par la norme IFRS 1, la direction du Groupe a choisi d'évaluer ses bâtiments d'exploitation (constructions et agencements) détenus par les entités françaises, en pleine propriété ou en crédit-bail des entités françaises, à la juste valeur au 1^{er} octobre 2004. A cet effet, chacun des sites concernés a fait l'objet d'une expertise spécifique conduite par un cabinet indépendant reconnu. Les valeurs vénales ainsi établies constituent les nouvelles valeurs brutes au bilan d'ouverture IFRS et les futures bases d'amortissement. Sur la base d'une analyse technique des bâtiments réalisée par le même cabinet d'expertise, la nouvelle valeur brute de chacun des bâtiments a été ventilée en trois composants : gros œuvre, toiture et couverture, ouvrants et agencements. La Direction estime que leur amortissement doit être pratiqué, à compter du 1^{er} octobre 2004, en tenant compte d'une valeur résiduelle nulle, selon le mode linéaire, sur les durées d'utilité résiduelles par bâtiment et composant, établies par le cabinet d'expertise. Celles-ci sont comprises dans les intervalles indiqués ci-après :

Gros œuvre	de 15 à 60 ans
Toiture et couverture.....	de 5 à 40 ans
Ouvrants et agencements	de 2 à 10 ans

Les autres immobilisations corporelles sont évaluées sur la base de la valeur historique soit à la date de leur mise en service, soit à leur date d'entrée dans le Groupe.

Les amortissements ont été recalculés en tenant compte d'une durée d'utilité minimale pour les immobilisations les plus significatives, selon le mode linéaire (le mode dégressif demeurera uniquement en social), de façon rétrospective, et sans tenir compte de valeurs résiduelles.

- **avantages au personnel** : au regard de la norme IAS 19, les indemnités de départ en retraite dues par le Groupe en application des dispositions légales ont été recalculées en prenant en compte les hypothèses actuarielles requises : revalorisation salariale, incidence des charges sociales, taux d'actualisation fondé sur les obligations de 1^{ère} catégorie.
- **impôts différés** : les impôts différés constatés correspondent aux effets des ajustements IFRS comptabilisés.

L'établissement des états financiers conformément au cadre conceptuel des normes IFRS, nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers. Ces estimations et appréciations sont évaluées de façon continue sur la base d'une expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables.

Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou à la suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations. Les principales estimations faites par la Direction lors de l'établissement de la situation consolidée portent notamment sur les hypothèses retenues pour le calcul des engagements de retraite (note 2.11) et la valorisation des écarts d'acquisition (notes 2.1 et 2.3.1).

Le contexte récent de crise sanitaire et économique mondiale inédite aux conséquences imprévisibles par quiconque rend plus complexe l'élaboration de perspectives en termes d'activité, de financement ainsi que la préparation des comptes, notamment en matière d'estimations comptables.

Dans chacune des rubriques concernées de l'annexe sont mentionnées les règles spécifiques afférentes.

Les comptes annuels consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 17 janvier 2024.

Note 1.0 : Faits marquants de l'exercice

Inflations et renégociations tarifaires

Après les désorganisations de filières à l'achat issues de la période Covid, le contexte géopolitique mondial depuis 2022 a provoqué des hausses de coûts d'achats tous azimuts à des niveaux inédits, rajoutant une nécessité d'effort quotidien sur les prix, tant à l'achat qu'à la vente.

MEDIA 6 MASTERPIECE Ltd

Dans le domaine de l'horlogerie, bijouterie et joaillerie de luxe, cette filiale asiatique restructurée bénéficie d'un marché porteur et en croissance.

MEDIA 6 ASIA PRODUCTION Ltd / DONGGUAN MEDIA 6 POS EQUIPMENT Co Ltd

Une reprise des commandes clients dans le domaine de la PLV en sourcing asiatique aura été favorable en 2023 grâce à l'effet rebond sortie de crise Covid et/ou bonne orientation des secteurs porteurs luxe de nos clients.

MEDIA 6 PRODUCTION PLV

Les effets porteurs observés ci-dessus en Asie n'ont pas bénéficié à la France. Cette filiale aura même vu régresser à la fois chiffre d'affaires et résultat.

MEDIA 6 PRODUCTION METAL

Les effets porteurs observés ci-dessus en Asie n'ont pas bénéficié à la France. Cette filiale aura même vu, malgré une progression de son chiffre d'affaires, son résultat passer en perte. Le niveau de productivité et rentabilité a été problématique de façon générale.

MEDIA 6 ATELIERS NORMAND

Malgré un carnet de commandes pluriannuel existant sur son pôle Naval, la société est fortement déficitaire sur ce pôle du fait de marchés à prix fermes signés avant inflations, souvent même avant Covid. De façon générale, le pôle Agencement souffre d'un niveau d'activité qui n'a pas rebondi, avec la même problématique inflation.

MEDIACOLOR SPAIN / MEDIA 6 ROMANIA

Après un léger rebond en 2022, cette activité Mèchiers a régressé en 2023 avec un résultat d'exploitation juste à l'équilibre.

MEDIA 6 360

Un chiffre d'affaires en hausse, une rentabilité dans la même épure que sur l'exercice précédent.

MEDIA 6 IMG (Interior Manufacturing Group)

Le Canada est sorti du Covid après l'Europe quant aux confinements, et l'effet rebond sortie de crise Covid s'est plutôt matérialisé sur cet exercice, amplifié nous l'espérons d'une bonne orientation des secteurs luxe de nos clients. La filiale qui avait davantage souffert du cisaillement des marges en 2022 voit son résultat d'autant mieux rétabli.

MEDIA 6 ATELIERS NORMAND PORTUGAL

La structure acquise le 07/01/2020 monte en puissance progressivement en fonction du carnet de commande. Cette filiale étoffe l'éventail des moyens de conception et de production du groupe de façon agile et complémentaire.

Investissements

Les investissements -hors effet IFRS16- ont été contenus en cette période de besoin en fond de roulement typiquement important en période de croissance d'activité comme c'était toujours le cas pendant la première partie de l'exercice, aussi du fait de l'échéance de 3M€ du remboursement intégral de notre dernier PGE début juillet 2023. Ainsi, ils ne se sont élevés qu'à 762 K€ pour tout le groupe versus 2674 K€ l'an passé en flux d'acquisition comptable.

Trésorerie

L'accroissement de l'activité à nouveau rentable n'aura toutefois pas entièrement permis de dégager un flux de trésorerie d'exploitation suffisant, bien qu'honorable, pour nous permettre de rembourser à la fois nos emprunts structurés et le dernier PGE de 3M€, au-delà de nos investissements. Au total, une consommation de cash de 1.7M€ est constatée (cf notes annexes au TFT).

MEDIA 6 SA

MEDIA 6 a initié le processus de dissolution sans liquidation de sa filiale sans salariés Ateliers Normand SARL dont le patrimoine résiduel sera in fine confondu avec celui de MEDIA6 Ateliers Normand SAS au début de l'exercice 2023-2024.

MEDIA6 a également initié l'équivalent de ce même processus à Hong-Kong en vue de dissoudre sa filiale devenue inactive MEDIA6 Asia Limited. Le dénouement est attendu courant 2024.

Un contrôle fiscal portant sur les exercices clos 2019-2021 a abouti à une proposition de rectification de 478K€ comptabilisée, les avis de mise en recouvrement commencent à nous parvenir post-clôture. Le redressement proposé est toujours lié au même fait générateur que sur les contrôles précédents, à savoir le formalisme lié à une société animatrice. Celui-ci, comme les précédents, fait l'objet d'une contestation globale auprès de l'administration fiscale. A noter par ailleurs, des garanties fiscales furent délivrées par l'administration à MEDIA6 SA.

Note 1.1 : Périmètre et méthode de consolidation

Tous les états financiers des sociétés du Groupe qui figurent dans le périmètre sont intégrés globalement, le Groupe y exerçant un contrôle exclusif.

Les états financiers des filiales sont établis sur la même période comptable que celle de la société mère. Tous les soldes et transactions intra groupe, y compris les résultats internes provenant de transactions intra groupe, sont totalement éliminés.

PERIMETRE D'INTEGRATION DU GROUPE MEDIA 6

Sociétés	Adresse	RCS	% d'intérêts
MEDIA 6 SA	33, avenue du bois de la pie 93290 - Tremblay-en-France	311 833 693	Mère
<u>Sociétés de services</u>			
MEDIA 6 360	33, avenue du bois de la pie 93290 - Tremblay-en-France	712 015 650	100.00%
MEDIA 6 MERCHANDISING SERVICES <i>(fonds donné en location gérance)</i>	33, avenue du bois de la pie 93290 - Tremblay-en-France	394 882 161	100.00%
<u>Sociétés de production et de commercialisation</u>			
MEDIA 6 PRODUCTION PLV	ZI de l'écorcherie 02460 - La Ferté Milon	413 902 214	100.00%
MEDIA 6 PRODUCTION METAL	15, rue Auguste Villy 69550 - Amplepuis	484 325 618	100.00%
MEDIA 6 ATELIERS NORMAND	5, avenue des Bertaudières 44680 - Sainte Pazanne	484 253 695	100.00%
ATELIERS NORMAND <i>(fonds donné en location gérance)</i>	5, avenue des Bertaudières 44680 - Sainte Pazanne	379 933 492	100.00%
MEDIACOLOR SPAIN	Aven. del progreso, n°30, Nave 2 - Poligono Ind. Els Garrofers - 08340 - Vilassar de Mar (Espagne)		99.92%
MEDIA 6 ASIA Ltd	Unit B, 19/F, Hillier Commercial Building 89-91 Wing Lok Street, Sheung Wan. Hong Kong		100.00%
MEDIA 6 ASIA PRODUCTION Ltd	21/F, on Hing building, 1on Hing Terrace Central, Hong Kong		100.00%
MEDIA 6 MASTERPIECE Ltd	unit 1802 18/F, Billion Trade Centre, 31 Hung to Road, Kwun Tong, Kowloon, Hong Kong		100.00%
DONGGUAN MEDIA 6 POS EQUIPMENT LTD	Da Ni Village Dongguan, Shatian Town, Guangdong Province		100.00%
MEDIA 6 CANADA Inc.	313-455 rue Notre Dame E Montréal, Québec H2Y1C9, Canada		100.00%
MEDIA 6 IMG Inc. <i>(détenue à 100% par MEDIA 6 CANADA Inc.)</i>	313-455 rue Notre Dame E Montréal, Québec H2Y1C9, Canada		100.00%
MEDIA 6 ROMANIA	Gheorghe Grigore Cantacuzino 348 100301 - Ploiesti (Roumanie)		100.00%
MEDIA 6-ATELIERS NORMAND PORTUGAL	Travessa Coroaço de Jesus 92, 4590-370 Paroisse de Freamunde, Paços de Ferreira, Portugal		100.00%
<u>Sociétés à vocation immobilière</u>			
LA HOTTE IMMOBILIERE (SCI)	ZI de l'écorcherie 02460 - La Ferté Milon	775 546 351	100.00%
MEDIASIXTE BOIS	5, avenue des Bertaudières 44680 - Sainte Pazanne	378 519 433	100.00%
MEDIASIXTE BOIS DE LA PIE	33, avenue du Bois de la pie 93290 - Tremblay-en-France	501 591 721	100.00%
MEDIASIXTE METAL	15, rue Auguste Villy 69550 - Amplepuis	727 380 230	100.00%

PARTIE 2 : NOTES ANNEXES AU BILAN

Note 2.0 : Conversion des états financiers et des opérations en devises

Les comptes des sociétés étrangères (bilan et compte de résultat) ont été convertis au cours de change historique pour les capitaux propres, au cours de clôture en vigueur au 30 septembre 2023 pour les autres postes du bilan et au cours moyen annuel pour le compte de résultat. Cette évaluation des comptes financiers s'est traduite par la comptabilisation d'un écart de conversion dans les autres éléments du résultat global, de 509 K€.

Pour les sociétés françaises, il n'existe pas de risque de change dans la mesure où la totalité des achats et des ventes sont effectués en euros, le chiffre d'affaires à l'export étant lui-même réalisé en euros.

Note 2.1 : Goodwill (Valeurs en K€)

Le goodwill représente la différence entre le prix d'acquisition de titres de sociétés consolidées, et la part du Groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiés à cette date. Cf note 2.3.1 pour la méthodologie des tests de valorisation s'y afférant.

Sociétés	Montant net au 30/09/22	Montant net au 30/09/23
MEDIA 6 PRODUCTION PLV	800	800
MEDIA 6 360	1 530	1 530
MEDIA 6 - IMG	12 381	12 381
TOTAL	14 711	14 711

Les tests n'ont pas déclenché d'évolution de ces valeurs. A noter sur l'acquisition IMG au Canada de 01/2020 : le goodwill correspondant aurait pu être impacté à la hausse par un complément de prix d'acquisition prévu au contrat en fonction des EBITDA calendaires 2020, 2021 et 2022, mais compte tenu des résultats, le résultat du calcul de la formule de ce complément de prix est de 0.

Note 2.2 : Immobilisations incorporelles (Valeurs en K€)

Immobilisations incorporelles	30/09/22	+	-	30/09/23
Valeur brute	2 223	98	(16)	2 305
Amortissements et dépréciations	(1 957)	(134)	15	(2 076)
TOTAL	266	(36)	(1)	229

Les immobilisations incorporelles sont essentiellement composées de logiciels, amortis linéairement sur 36 mois.

Note 2.3 : Immobilisations corporelles

Méthode

En dehors des constructions et agencements des bâtiments d'exploitation en pleine propriété ou en crédit-bail des entités françaises qui ont été évalués à la juste valeur au 1^{er} octobre 2004 sur la base d'une expertise conduite par un cabinet indépendant reconnu, les immobilisations sont évaluées initialement à leur coût, diminué ensuite du cumul des amortissements et des dépréciations.

Les amortissements retenus sont linéaires pour l'ensemble des actifs.

Les principales durées d'utilisation sont rappelées ci-après :

Postes de l'Actif	Durée
Constructions	
• Gros œuvre, structure	de 15 à 60 ans
• Toiture et couverture	de 5 à 40 ans
• Agencements	de 2 à 10 ans
Machines	de 5 à 10 ans
Autres	de 3 à 5 ans

Variation des immobilisations corporelles pour l'exercice 2021-2022 (Valeurs en K€)

Immobilisations corporelles	30/09/21	Acquisit.	Cessions	Reclass & autres(*)	30/09/22
Valeurs brutes					
Terrains	1 423	0	0	0	1 423
Constructions	24 070	488	(99)	759	25 218
Matériel et outillage	24 370	1 181	(1 029)	524	25 046
Autres immobilisations corporelles	8 358	765	(282)	184	9 025
Immobilisations corporelles en cours	61	497		(34)	524
Avances et acomptes	0	0	0	0	0
Total valeurs brutes	58 282	2 931	(1 410)	1 433	61 236
Amortissements et Dépréciations					
Terrains	(157)	(13)	0	0	(170)
Constructions	(12 754)	(1 201)	74	(297)	(14 178)
Matériel et outillage	(21 459)	(700)	1 002	(424)	(21 581)
Autres immobilisations corporelles	(6 300)	(550)	193	(139)	(6 796)
Immobilisations corporelles en cours		(56)		(2)	(58)
Avances et acomptes	0	0	0	0	0
Total amortissements et dépréciations	(40 670)	(2 520)	1 269	(862)	(42 783)
Valeurs nettes					
Terrains	1 266	(13)	0	0	1 253
Constructions	11 316	(713)	(25)	462	11 040
Matériel et outillage	2 911	481	(27)	100	3 465
Autres immobilisations corporelles	2 058	215	(89)	45	2 229
Immobilisations corporelles en cours	61	441		(36)	466
Avances et acomptes	0	0	0	0	0
Total valeurs nettes	17 612	411	(141)	571	18 453

dont IFRS16 acquisition constructions 392k€ (VB) et -823k€ (Amort.)

Variation des immobilisations corporelles pour l'exercice 2022-2023 (Valeurs en K€)

Immobilisations corporelles	30/09/22	Acquisit.	Cessions	Reclass & autres (*)	30/09/23
Valeurs brutes					
Terrains	1 423	0	0	0	1 423
Constructions	25 218	280	0	(400)	25 098
Matériel et outillage	25 046	161	(160)	141	25 188
Autres immobilisations corporelles	9 025	351	(22)	(100)	9 254
Immobilisations corporelles en cours	524	7	0	(505)	26
Avances et acomptes	0	144	0	0	144
Total valeurs brutes	61 236	943	(182)	(864)	61 133
Amortissements et Dépréciations					
Terrains	(170)	(13)	0	0	(183)
Constructions	(14 178)	(1 461)	0	142	(15 497)
Matériel et outillage	(21 581)	(859)	156	218	(22 066)
Autres immobilisations corporelles	(6 796)	(601)	20	87	(7 290)
Immobilisations corporelles en cours	(58)	0	0	58	0
Avances et acomptes	0	0	0	0	0
Total amortissements et dépréciations	(42 783)	(2 934)	176	505	(45 036)
Valeurs nettes					
Terrains	1 253	(13)	0	0	1 240
Constructions	11 040	(1 181)	0	(258)	9 601
Matériel et outillage	3 465	(698)	(4)	359	3 122
Autres immobilisations corporelles	2 229	(250)	(2)	(13)	1 964
Immobilisations corporelles en cours	466	7	0	(447)	26
Avances et acomptes	0	144	0	0	144
Total valeurs nettes	18 453	(1 991)	(6)	(359)	16 097

dont IFRS16 acquisition constructions 280k€ (VB) et -1081k€ (Amort.)

(*) dont écarts de conversion

Crédit-bail et IFR16 (Valeurs en K€)

Les biens en crédit-bail ou location longue durée font l'objet d'un retraitement et ont été portés dans les comptes d'actifs correspondants comme s'ils avaient été acquis en pleine propriété, le solde restant dû ayant été porté au passif. Les loyers sont répartis entre le remboursement de dette et une charge d'intérêt ; les droits d'utilisation sont amortis de façon linéaire selon les durées fixées par le groupe. Ces biens ne sont que des immeubles hébergeant des sites industriels à l'étranger pour des droits d'utilisation sur l'exercice de 1 203 K€. Les durées sont calées sur celles des baux à durée déterminée sans prolongation. Les taux retenus sont basés sur le taux marginal d'endettement différencié par pays. Au 30 septembre 2023, l'application de la norme IFRS16 a fait l'objet d'un retraitement à l'actif de 2 972 K€ et un amortissement de 1081K€.

Note 2.3.1 : Tests de valorisation des actifs immobilisés

Des tests de valorisation sont pratiqués par Unités Génératrices de Trésorerie (entités juridiques en France et à l'étranger) pour les actifs immobilisés corporels et incorporels dès lors qu'un indice de perte potentielle de valeur existe, et au moins une fois par an pour les actifs incorporels à durée de vie indéfinie, principalement les goodwill. Certaines UGT auxquelles aucun goodwill n'est affecté sont identiquement testées. Lorsque la valeur nette comptable de ces actifs devient supérieure au montant le plus élevé de leur valeur d'utilité ou de cession, une dépréciation est enregistrée, du montant de la différence.

La valeur d'utilité est fondée sur les flux de trésorerie futurs actualisés qui seront générés sur 5 ans par ces actifs, avec prise en compte d'une valeur terminale et d'un taux de croissance de 1%, sachant que les indices de perte de valeur principaux sont les évolutions de prévision de chiffre d'affaires et l'environnement économique qui influe sur le taux d'actualisation. Pour ce dernier, la revue de principe a fait évoluer le taux d'actualisation sur l'UGT IMG Canada de 7.4% fin d'exercice précédent à 8.9%, et de 7.1% à 8.7% sur toutes les autres, du fait des taux de base, ce qui n'a pas entraîné de déclenchement de dépréciation l'exercice, et ceci sur aucune des UGT.

La tendance relative aux hypothèses de chiffre d'affaires est cohérente avec les dernières estimations budgétaires et à moyen terme, qui tiennent compte des réalisations enregistrées sur les exercices précédents. Les taux de marge opérationnels pris en compte sont cohérents avec les taux de marge constatés. Les tests de sensibilité sur l'hypothèse opérationnelle clé que constitue le niveau de chiffre d'affaires montrent que toutes les UGT peuvent supporter sur toute leur durée une baisse de 10 % du plan de chiffre d'affaires à 5 ans sans déclencher de dépréciation.

La valeur finale est égale à la rente du dernier free cash-flow actualisé à l'infini avec ou sans croissance. La variation de +/- 1 point du taux d'actualisation ou du taux de croissance ne remet pas en cause ces valeurs, pour chacune des UGT du groupe.

Les données utilisées dans le cadre de la méthode des flux de trésorerie prévisionnels actualisés proviennent des budgets annuels et plans pluriannuels établis par la Direction du Groupe sur la base des informations filiales remontées.

Par ailleurs, lorsque les actifs immobilisés sont portés par une société immobilière du Groupe, le test de valorisation est réalisé en regroupant dans l'UGT la société opérationnelle et la société immobilière qui porte les actifs.

Note 2.4 : Autres actifs financiers

Ce poste comprend depuis 2020 une caution MEDIA 6 versée de 250 K€ et de 150 k€ en 2022 à la BPI lors de la mise en place des emprunts correspondant, 135 K€ de titres, et 82 K€ de prêts et cautionnements d'exploitation.

Note 2.5 : Stocks et en cours

Les stocks de matières premières et marchandises sont évalués selon la méthode du prix unitaire moyen pondéré. Les critères retenus pour déprécier les stocks sont ceux couramment admis et une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur de réalisation devient inférieure au coût de revient enregistré.

Les en-cours sont valorisés en fonction de l'avancement de chacune des affaires. La valorisation est établie sur la base des coûts de production.

La société conçoit et fabrique des produits spécifiques pour chacun de ses clients. Il n'existe donc pas de « catalogue produits » ni de « tarif produits » remis aux clients. Chaque marché est négocié sous forme d'appel d'offres en tenant compte du prix des matières premières au moment de la négociation avec le client. Le prix remis au client est garanti pour une période équivalente à la garantie de prix fournie par les fournisseurs. Il n'existe donc pas de risque prix matière.

Stocks et en-cours de production	30/09/22	30/09/23
Matières premières	4 421	3 168
En-cours de production	2 147	2 010
Produits finis	4 853	5 644
Marchandises	182	130
Total stocks bruts	11 603	10 952
Matières premières	(553)	(555)
En-cours de production	0	0
Produits finis	(323)	(240)
Marchandises	(87)	(82)
Total dépréciations	(963)	(877)
Total stocks nets	10 640	10 075

La relative amélioration du poste de bilan stocks par rapport au +16.4% d'activité sur l'exercice est satisfaisante financièrement ; notamment sa composition en hausse de PF prêts à l'expédition.

Note 2.6 : Créances clients et autres débiteurs (Valeurs en K€)

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale et sont à moins d'un an. Une dépréciation ou perte de valeur est constatée dans le cas où un litige ou une perte de crédit est attendue selon la norme IFRS 9.

Créances clients et autres créances	30/09/22	30/09/23
Créances clients (<i>brutes</i>)	17 773	18 322
Dépréciations	(204)	(81)
Créances clients (<i>nettes</i>)	17 569	18 241
Créances sur personnel et organismes sociaux	32	106
Créances fiscales	2 972	1 916
Autres créances (<i>brutes</i>)	462	951
Dépréciations	0	0
Autres créances (<i>nettes</i>)	462	951
Total créances clients et autres débiteurs (<i>nettes</i>)	21 035	21 214

La faible augmentation du poste clients de +3.8% est satisfaisante par rapport à la hausse du chiffre d'affaires de +18.9%.

Les pertes de crédit clients sont faibles du fait de nos secteurs de clientèle et des enquêtes financières systématiquement établies à chaque affaire. Lorsque survient néanmoins un indice de perte de crédit, le taux de provisionnement est établi au cas par cas.

Les échéances des créances clients au 30 septembre 2023 s'analysent comme suit :

Échéances créances clients	30/09/22	30/09/23
Non échu	14 608	16 112
Echu de 1 à 90 jours	2 198	2 104
Echu de 91 à 180 jours	353	28
Echu de 181 à 360 jours	459	0
Echu > 360 jours	155	78
Total créances clients (<i>brutes</i>)	17 773	18 322

Note 2.7 : Autres actifs non courants et courants (Valeurs en K€)

Autres actifs non courants	30/09/22	30/09/23
Créance d'impôt	2	10
Autres actifs à long terme	0	0
Total autres actifs non courants	2	10

La créance d'impôt se compose de :

- Un crédit d'impôt de filiales étrangères pour 10 K€.

Créances d'impôt et autres actifs courants	30/09/22	30/09/23
Créance d'impôt	188	0
Prêts et cautionnement à moins d'un an	142	79
Charges constatées d'avance	1 724	973
Total autres actifs courants	2 054	1 052

Les charges constatées d'avance sont :

- Des charges diverses de fonctionnement se rapportant à la période suivante
- Des en-cours de production comptabilisés à l'avancement d'un montant de 248K€

Note 2.8 : Trésorerie et équivalents de trésorerie (Valeurs en K€)

Trésorerie et équivalents de trésorerie	30/09/22	30/09/23
Titres de placement et intérêts courus	334	337
Trésorerie	10 268	8 724
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10 602	9 061

Les titres de placement représentent essentiellement des parts sociales dans une de nos banques. La trésorerie excédentaire est placée autant que possible en comptes à terme ou en comptes courants bancaires rémunérés, sa baisse est notamment due au remboursement du dernier PGE pour 3 000 K€. Cf notes annexes au TFT plus haut.

Note 2.9 : Capitaux propres

Au 30 septembre 2023, le capital social de 9 220 K€ est composé de 2 881 250 actions d'une valeur nominale de 3,20 €, de même catégorie et entièrement libérées.

Dans le cadre du programme de rachat d'actions approuvé par l'Assemblée Générale Mixte du 30 mars 2023, la société MEDIA 6 détenait 258 065 actions en propre au 30 septembre 2023 comptabilisées en déduction des capitaux propres consolidés pour un montant de 2 720K€.

Note 2.10 : Passifs financiers

Trois emprunts bancaires conclus en 2019 figurent en passifs financiers pour un total de 16 000 K€ pour l'acquisition d'IMG.

Trois autres emprunts bancaires furent conclus en 2020 au titre du PGE pour 6 000 K€ en raison de la crise sanitaire. 2 ont été remboursés pour 3 000 K€ sur les exercices précédents, le dernier pour 3 000 K€ l'a été en juillet 2023. Un contrat d'emprunt a été souscrit le 31 décembre 2021 auprès de BPIFrance pour 3 000 k€.

Les concours bancaires court-terme d'exploitation de 193 K€ doivent être rapprochés des disponibilités inscrites à l'actif pour 8 724 K€ afin d'apprécier la trésorerie nette court terme positive de 8 531K€ du Groupe à la clôture de l'exercice.

La quasi-totalité des passifs financiers est concentrée sur l'activité Services du Groupe (MEDIA 6 SA). Figure en fin d'annexe le tableau détaillé par emprunt avec montant initial, taux, durée et capital restant dû à date.

Variation des passifs financiers (Valeurs en K€)

Passif non courants	30/09/22	+	-	Reclass.	30/09/23
Emprunts auprès d'établissements de crédit	12 210	0	0	(3 176)	9 034
Emprunts (IFRS 16)	3 939	280	(1 259)	(1 085)	1 875
Autres emprunts et dettes assimilées	220	0	0		220
Total Passifs non courants	16 369	280	(1 259)	(4 261)	11 129

Passifs courants	30/09/22	+	-	Reclass.	30/09/23
Emprunts auprès d'établissements de crédit	6 501	0	(6 501)	3 176	3 176
Emprunts (IFRS 16)	0	12	0	1 085	1 097
Concours bancaires	13	191	(13)	0	191
Autres emprunts et dettes assimilées	0	2	0	0	2
Intérêts courus sur emprunts	21	14	(21)	0	14
Total Passifs courants	6 535	219	(6 535)	4 261	4 480

Echéancier des passifs financiers (Valeur en K€)

Nature des passifs financiers	30/09/23	Échéance		
		- 1 an	Entre 1 et 5 ans	Plus 5 ans
Emprunts bancaires à taux fixes	12 210	3 176	9 034	0
Emprunts (IFRS 16)	2 972	1 097	1 875	0
Autres emprunts et dettes assimilées	222	2	220	0
Banques créditrices	191	191	0	0
Intérêts courus sur emprunts	14	14	0	0
TOTAL	15 609	4 480	11 129	0

La quasi-totalité des passifs financiers est concentrée sur l'activité Services du Groupe (MEDIA 6 SA).

Les passifs financiers par année se décomposent comme suit :

	du 01/10/23 au 30/09/24	du 01/10/24 au 30/09/25	du 01/10/25 au 30/09/26	du 01/10/26 au 30/09/27	Total
Emprunts banc. à taux fixe - nominal	3 176	3 305	3 321	2 408	12 210
Emprunts banc. à taux fixe - intérêts	14	0	0	0	14
Emprunt IFRS16 - nominal	1 097	923	616	336	2 972
Autres emprunts et dettes assimilés	2	220	0	0	222
Banques créditrices	191	0	0	0	191
TOTAL	4 480	4 448	3 937	2 744	15 609

Note 2.11 : Changements climatiques

Ceux-ci n'ont pas d'impact sur les états financiers.

RISQUES

Risque de taux d'intérêt

Les emprunts du Groupe essentiellement contractés et enregistrés dans les comptes de MEDIA 6 SA sont soit à taux variables indexés sur l'Euribor 3 mois, soit à taux fixe. Au 30 septembre 2023, tous les emprunts contractés résiduels sont à taux fixe.

Risque de liquidité

Deux emprunts sont encadrés par des ratios financiers usuels à respecter (« covenants »). Cf liste détaillée des emprunts en dernière page de l'annexe. Cf aussi partie IV dépendance à certains risques (« risque de liquidité »).

Risque de change

Le Groupe MEDIA 6 est peu exposé aux risques de change compte tenu de la prépondérance de l'euro dans les volumes d'achats et de ventes.

Les filiales qui sont localisées en dehors de la zone euro - MEDIA 6 ROMANIA, MEDIA 6 ASIA PRODUCTION Ltd, MEDIA 6 MASTERPIECE Ltd, DONGGUAN MEDIA 6 POS EQUIPMENT Co Ltd, Media 6 IMG - et qui peuvent être amenées à enregistrer à l'échelle locale des écarts de change non négligeables demeurent toutefois non significatives de ce point de vue à l'échelle du Groupe.

En tout état de cause, si les circonstances l'exigent, des couvertures spécifiques sont constituées sur la base des parités contractuelles tant à l'achat (fournisseurs) qu'à la vente (clients) dès lors qu'un risque potentiel est identifié, ce qui n'est pas le cas au 30/09/2023.

Risque clients

Le risque de non-recouvrement des créances clients est maîtrisé en amont par une bonne connaissance du marché, de la qualité de signature de sa clientèle, et pour certains nouveaux clients par la détermination d'en-cours résultant d'analyses financières spécifiques. Les créances sont réparties sur environ 500 clients (entités juridiques différentes), dont 1 seul dépasse 10% du chiffre d'affaires consolidé (11.7% en l'occurrence).

Note 2.12 : Engagements envers le personnel et autres provisions (Valeurs en K€)

Indemnités de fin de carrière

Le risque de départ en retraite est provisionné dans les conditions suivantes :

Salariés concernés	tous les salariés en CDI
Date départ à la retraite	60 à 67 ans
Base	Indemnité conventionnelle de départ en retraite
Probabilité du risque	jusqu'à 40 ans d'âge ⇒ de 1,5% à 15% de risque de 41 ans à 50 ans d'âge ⇒ de 18% à 45% de risque de 51 ans à 67 ans d'âge ⇒ de 50% à 100% de risque
Taux moyen revalorisation des salaires	1%
Taux moyen charges soc. patronales	41,11%
Actualisation	3.74% au 30/09/22 et 4.10% au 30/09/23 (Source Taux iBoxx Corporates AA)

Cette provision est destinée à faire face aux engagements correspondant à la valeur actuelle des droits acquis par les salariés relatifs aux indemnités conventionnelles auxquelles ils seront en mesure de prétendre lors de leur départ en retraite. Elle résulte d'un calcul effectué selon une méthode prospective prenant en compte l'ancienneté, l'espérance de vie (table de mortalité INSEE 2014) et le taux de rotation du personnel, ainsi que des hypothèses de revalorisation et d'actualisation. Ce calcul tient compte de la nouvelle loi sur les départs à la retraite.

A partir de ces hypothèses, l'impact annuel enregistré en résultat courant se décompose comme suit :

- Coût des services rendus : -94 K€

- Coût financier : -50 K€
 - Impact des entrées de l'exercice : -5 K€
 - Impact des sorties de l'exercice : +161 K€
- Soit un produit de 12 k€.

Les écarts actuariels retraités en réserves pour 9 k€ se décomposent comme suit :

- Impact des variations actuarielles : +9 K€

Soit au total, une variation de +21 K€.

Aucune provision n'a été constituée pour les filiales étrangères, ces dernières n'ayant aucune obligation légale ou constructive en la matière.

Variation des engagements envers le personnel (Valeurs en K€)

Engagements envers le personnel	30/09/22	+	-	30/09/23
Provisions indemnités de départ à la retraite	1 289	0	(21)	1 268
Total engagements envers le personnel	1 289	0	(21)	1 268

Variation des autres provisions (Valeurs en K€)

Autres provisions	30/09/22	Augm. Dotat.	Diminution		30/09/23
			Utilisat.	Reprise	
Provisions pour litiges & charges	216	0	0	(188)	28
Autres provisions pour risques	0	0	0	0	0
Provisions pour risques sociaux	608	104	(370)	(18)	324
Sous-total Non courant	824	104	(370)	(206)	352
Provisions pour charges (<1an)	237	0	(35)	0	202
Provisions pour litiges (< 1 an)	0	0	0	0	0
Provisions pour risques sociaux (< 1 an)	2	0	0	(2)	0
Provisions pour restructuration (< 1 an)	0	0	0	0	0
Sous-total Courant	239	0	(35)	(2)	202
Total autres provisions	1 063	104	(405)	(208)	554

Pour les risques sociaux ou charges, les provisions constituées correspondent à notre meilleure estimation étayée.

Autres passifs non courants

Autres passifs non courants	30/09/22	+	-	30/09/23
Provision pour dette d'impôts	0	0	0	0
Autres passifs non courants	0	0	0	0
Total passifs non courants	0	0	0	0

Note 2.13 : Dettes fournisseurs et autres créditeurs (Valeurs en K€)

Les dettes fournisseurs et des autres créditeurs sont à moins d'un an.

Dettes fournisseurs et autres créditeurs	30/09/22	30/09/23
Fournisseurs	10 231	9 083
Dettes sur acquisitions d'actifs	4	0
Dettes sociales	2 944	3 889
Dettes fiscales	1 543	2 586
Dividendes à payer	0	0
Autres dettes	5 303	4 704
Total dettes fournisseurs et autres créditeurs	20 025	20 262

La baisse du poste fournisseurs eu égard à l'augmentation de l'activité reflète un nombre de productions en cours inférieur le jour du bilan annuel.

Note 2.14 : Autres passifs courants (Valeurs en K€)

Autres passifs courants	30/09/22	30/09/23
Produits constatés d'avance (PCA)	3 787	2 548
Total autres passifs courants	3 787	2 548

Les en-cours de production comptabilisés à l'avancement sont de 1656K€. Ils proviennent de nos activités comptabilisées à l'avancement.

Par ailleurs, certaines conditions de vente incoterms ne permettent pas la reconnaissance du chiffre d'affaires dès facturation, générant ainsi un PCA.

Note 2.15 : Informations sectorielles

Eléments d'Actif et de Passif par secteurs d'activité au 30/09/2022 (Valeurs en K€)

ELEMENTS D'ACTIF	Production	Services	Total au 30/09/22
Actifs non courants			
Goodwill	13 182	1 530	14 712
Immobilisations incorporelles	42	224	266
Immobilisations corporelles	9 549	8 904	18 453
Impôts différés	201	313	514
Autres actifs non courants	2	0	2
Actifs non courants destinés à être cédés	143	503	646
Actifs courants			
Stocks et en-cours	10 476	164	10 640
Clients et autres débiteurs	19 109	1 926	21 035
Créances d'impôt et autres actifs courants	1 966	87	2 053

ELEMENTS DE PASSIF	Production	Services	Total au 30/09/22
Passifs non courants			
Passifs financiers non courants	4 159	12 210	16 369
Engagements envers le personnel	712	577	1 289
Autres provisions	492	332	824
Impôts différés	24	1 105	1 129
Autres passifs non courants	0	0	0
Passifs courants			
Passifs financiers courants (moins d'un an)	12	6 523	6 535
Provisions (part à moins d'un an)	239	0	239
Fournisseurs et autres créditeurs	16 582	3 443	20 025
Dettes d'impôt	40	383	423
Autres passifs courants	3 132	655	3 787

Eléments d'Actif et de Passif par secteurs d'activité au 30/09/2023 (Valeurs en K€)

ELEMENTS D'ACTIF	Production	Services	Total au 30/09/23
Actifs non courants			
Goodwill	13 182	1 530	14 712
Immobilisations incorporelles	66	164	230
Immobilisations corporelles	7 746	8 351	16 097
Impôts différés	378	273	651
Autres actifs non courants	10	0	10
Actifs non courants financiers	131	485	616
Actifs courants			
Stocks et en-cours	9 813	262	10 075
Clients et autres débiteurs	18 754	2 460	21 214
Créances d'impôt et autres actifs courants	763	289	1 052

ELEMENTS DE PASSIF	Production	Services	Total au 30/09/23
Passifs non courants			
Passifs financiers non courants	2 095	9 034	11 129
Engagements envers le personnel	659	609	1 268
Autres provisions	287	65	352
Impôts différés	15	1 089	1 104
Autres passifs non courants	0	0	0
Passifs courants			
Passifs financiers courants (moins d'un an)	1 099	3 381	4 480
Provisions (part à moins d'un an)	202	0	202
Fournisseurs et autres créditeurs	15 654	4 608	20 262
Dettes d'impôt	245	203	448
Autres passifs courants	1 925	623	2 548

Investissements par secteurs d'activité au 30/09/2022 (Valeurs en K€)

Nature d'investissements	Production	Services	Total
Immobilisations incorporelles			
Concessions, brevets	5	0	5
Autres immobilisations incorporelles	12	118	130
Immobilisations incorporelles en cours	0	0	0
Avances et acomptes	0	0	0
Sous-Total immobilisations incorporelles	17	118	135
Immobilisations corporelles			
Terrains			
Constructions	394	94	488
Matériel et outillage	1 181	0	1 181
Autres immobilisations corporelles	397	368	765
Immobilisations corporelles en cours	497	0	497
Avances et acomptes	0	0	0
Sous-Total immobilisations corporelles	2 469	462	2 931
Total Investissements	2 486	580	3 066

(*) total 3 066 K€ dont IFRS16 pour 392 K€, soit 2 674 K€ d'investissements classiques hors contrats de location.

Investissements par secteurs d'activité au 30/09/2023 (Valeurs en K€)

Nature d'investissements	Production	Services	Total
Immobilisations incorporelles			
Concessions, brevets	1	0	1
Autres immobilisations incorporelles	28	35	63
Immobilisations incorporelles en cours	17	17	34
Avances et acomptes	0	0	0
Sous-Total immobilisations incorporelles	46	52	98
Immobilisations corporelles			
Terrains			
Constructions	280	0	280
Matériel et outillage	139	22	161
Autres immobilisations corporelles	302	49	351
Immobilisations corporelles en cours	7	0	7
Avances et acomptes	144	0	144
Sous-Total immobilisations corporelles	872	71	943
Total Investissements	918	123	1 041

(*) total 1 041 K€ dont IFRS 16 pour 280 K€, soit 761 K€ d'investissements classiques hors contrats de locations.

Dotations nettes aux amortissements par secteurs d'activité au 30/09/2022 (Valeurs en K€)

	Production	Services	Total
Immobilisations incorporelles	(23)	(98)	(121)
Immobilisations corporelles	(1 918)	(602)	(2 520)
Total Dotations nettes aux amortissements	(1 941)	(700)	(2 641)

Dotations nettes aux amortissements par secteurs d'activité au 30/09/2023 (Valeurs en K€)

	Production	Services	Total
Immobilisations incorporelles	(22)	(112)	(134)
Immobilisations corporelles	(2 315)	(619)	(2 934)
Total Dotations nettes aux amortissements	(2 337)	(731)	(3 068)

PARTIE 3 : NOTES ANNEXES AU COMPTE DE RESULTAT

Note 3.0 : Chiffre d'affaires

Méthode de reconnaissance du Chiffre d'affaires

La reconnaissance du chiffre d'affaires est effectuée :

- soit à la livraison des produits (base Ex-Works - départ usine ou entrepôt, ou DAP-DDP hors TVA au départ de l'Asie notamment), ce qui constitue la très grande majorité de nos affaires, des secteurs (définis plus bas) Production ou Services ;
- soit à l'avancement pour les prestations de Services ou Production se déroulant sur un temps long et contractualisées comme telle, notamment pour un client spécifique du secteur Production en contrats à long terme pluriannuels.

Pour les contrats à long terme, le pourcentage d'avancement correspond aux montants aux transferts de propriété successifs dont les travaux ont été réalisés et recettés par le client. A noter :

- Les produits enregistrés sur ce type de contrats au 30 septembre 2023 s'élèvent à 11 550 K€.
- Les actifs sur contrats au 30/09/2023 comprennent 1 172 K€ d'avances (vs 2 077 K€ en 2022), des créances à recevoir pour 2 049K€ (vs 1 374 K€ en 2022). 0 facture à établir versus 0 en N-1.
- Les passifs sur contrats comprennent en charges constatées d'avance 366 K€ (vs 950 K€ en 2022), en produits constatés d'avance 1 676 K€ (vs 1 167 K€ en 2022). Du solde d'ouverture s'est matérialisé 614 K€ de CA sur 2023.
- Les en-cours de production restent minimes à 248 K€ (vs 680 K€ en 2022).

Ces variations sont largement liées aux cycles des contrats plus ou moins avancés au 30/09 de chaque année.

Dans l'éventualité de pertes à terminaison, une provision est constituée. Au 30 septembre 2023, une provision a été constatée pour 28 k€.

Répartition du Chiffre d'affaires par secteurs d'activités (Valeurs en K€)

Les principes de classement des différentes activités du Groupe par secteurs sont les suivants :

Le secteur Production qui regroupe les activités :

- Carton,
- Plastique,
- Métal,
- Bois et agencement de mobilier commercial multi matériaux
- Mèches et mèches.

Le secteur Services qui regroupe les activités :

- Création,
- Installation,
- Divers (s'il y a lieu).

Chiffre d'affaires par secteurs d'activité	30/09/22	30/09/23
Secteur Production	73 403	87 819
Secteur Services	9 507	10 779
TOTAL	82 910	98 598

Répartition du Chiffre d'affaires par secteurs géographiques (Valeurs en K€)

Chiffre d'affaires par secteurs géographiques	30/09/22	30/09/23
France	52 496	53 846
Europe (hors France)	2 410	2 261
Reste du monde	28 004	42 491
TOTAL	82 910	98 598

Le chiffre d'affaires « Reste du monde » comprend les filiales en Chine et Canada.

Note 3.1 : Résultats par secteurs d'activité**Résultat Opérationnel** (Valeurs en K€)

Résultats Opérationnels	30/09/22	30/09/23
Secteur Production	(2 580)	2 508
Secteur Services	3 203	3 135
TOTAL	623	5 643

Résultat Nets (Valeurs en K€)

Résultats Nets	30/09/22	30/09/23
Secteur Production	(2 642)	1 484
Secteur Services	3 157	2 622
TOTAL	515	4 106

Note 3.2 : Charges de personnel (Valeurs en K€)

Charges de personnel	30/09/22	30/09/23
Salaires	(18 946)	(22 038)
Charges sociales	(5 842)	(5 988)
Frais d'intérim	(3 058)	(3 519)
Participation	0	0
Dotations nettes engagements de retraite	237	12
TOTAL	(27 609)	(31 533)

Note 3.3 : Dotations aux amortissements et provisions (Valeurs en K€)

Dotations aux amortissements	30/09/22	30/09/23
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	(121)	(134)
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles (*)	(2 520)	(2 934)
Dotations aux amortissements des immobilisations	(2 641)	(3 068)

(*) dont 1054 K€ en 2023 (823 K€ en 2022) d'impact IFRS16

Dotations nettes aux provisions	30/09/22	30/09/23
Dotations aux provisions pour litiges salariaux	151	284
Dotations aux provisions pour autres litiges	(216)	225
Dotations pour dépréciations des actifs circulants	(330)	209
Dotations aux provisions	(395)	718
Reprises / utilisations sur provisions pour litiges salariaux	0	0
Reprises / utilisations sur provisions pour autres litiges	0	0
Reprises / utilisations sur dépréciations des actifs circulants	0	0
Reprises / utilisations sur provisions	0	0
Dotations nettes aux provisions	(395)	718

Les reprises de provisions utilisées ont été positionnées en déduction des charges comptabilisées de même nature dans le compte de résultat, et constituent exactement la différence avec ces tableaux 3.3 et 3.4.

Note 3.4 : Autres produits et charges d'exploitation (Valeurs en K€)

Autres produits et charges d'exploitation	30/09/22	30/09/23
Autres charges d'exploitation	(185)	(137)
Autres produits d'exploitation	151	60
Total autres produits et charges d'exploitation	(34)	(77)

Note 3.5 : Autres produits et charges opérationnels (Valeurs en K€)

Autres produits et charges opérationnels	30/09/22	30/09/23
Dotation nette aux provisions pour charges non récurrentes	0	0
Charges non récurrentes	0	0
Produits non récurrents	0	0
Crédit d'impôt sur exercices antérieurs	0	0
Total Autres produits et charges opérationnels	0	0

Note 3.6 : Coût de l'endettement financier net / Autres produits et charges financiers

La gestion de trésorerie est centralisée par la holding MEDIA 6 SA. Chaque filiale dispose d'un compte courant rémunéré en fonction du taux du marché sur lequel MEDIA 6 SA place ses excédents et approvisionne ses insuffisances (sauf pour les emprunts antérieurement conclus par les entreprises nouvellement rachetées). Seul l'excédent global de trésorerie (ou l'insuffisance globale) est placé ou emprunté par la holding sur le marché. Des écarts de change défavorables sont issus de positions bilancielle évoluant en devises étrangères.

Note 3.7 : Impôt sur les bénéfices (Valeurs en K€)

Impôt sur les bénéfices	30/09/22	30/09/23
Impôt sur les résultats	36	(1 045)
Charges / Produits intégration fiscale	0	0
Impôts différés	167	(57)
Total impôt sur les bénéfices	203	(1 102)

L'impôt sur les résultats des sociétés françaises a été comptabilisé au 30/09/2023, avec l'impact IS du contrôle fiscal de 192K€, au taux de 25% majoré de la contribution sociale de 3,3% sur une partie de l'impôt société, soit un taux effectif global de 26.5%. L'impôt sur les sociétés a été calculé à 26.5% sur une partie du résultat fiscal.

L'impôt sur les résultats des sociétés étrangères a été comptabilisé au 30/09/2023 au taux en vigueur dans chacun des pays concernés.

Note 3.8 : Impôts différés (Valeurs en K€)

Les impôts différés en consolidation résultent des retraitements et éliminations pratiqués, et des différences temporelles apparaissant entre les bases comptables et les bases fiscales. Ils sont évalués en utilisant les règles fiscales adoptées ou quasi-adoptées à la clôture. Les impôts différés actifs s'élèvent à 651 K€ et les impôts différés passifs à 1 104 K€. La variation de l'impôt différé comptabilisée au compte de résultat annuel se traduit par une charge de 57 K€. L'activation des impôts différés actifs a été effectuée en tenant compte des perspectives de résultats des deux prochains exercices. Il est par ailleurs précisé que les déficits ne sont pas activés sur les filiales étrangères.

Impôts différés actifs (en K€)	30/09/22	Variations			30/09/23
		Réserves	Résultat	Reclasst	
Différences temporelles (social vs fiscal)	289	(13)	(27)	0	249
Elimination résultats internes	0	0	0	0	0
Amortissements dérogatoires	(84)	40	(21)	0	(65)
Activation de reports déficitaires	74	0	(31)	0	43
Rappels et crédits d'impôts antérieurs	0	0	0	0	0
Fonds de commerce	42	0	0	0	42
Dépréciation des actions propres	0	0	0	0	0
Indemnités de fin de carrière	87	0	2	(7)	82
IFRIC 21	0	0	0	0	0
Ecart de conversion	106	172	18	0	296
Autres	0	0	0	4	4
Total impôts différés actifs	514	199	(59)	(3)	651

Impôts différés passifs (en K€)	30/09/22	Variations			30/09/23
		Réserves	Résultat	Reclasst	
Différences temporelles (social vs fiscal)	(99)	5	3	0	(91)
Indemnités de fin de carrière	(6)	0	2	0	(4)
Amortissements dérogatoires	105	(30)	16	0	91
Rééval. constructions (immob. corporelles)	1 146	5	(155)	0	996
Crédit bail	(65)	0	9	0	(56)
IFRIC 21	1	0	1	(1)	1
Dépréciation des actions propres	41	0	122	0	163
Autres	6	0	0	(2)	4
Total impôts différés passifs	1 129	(20)	(2)	(3)	1 104

Analyse et variation du taux de l'impôt sur les sociétés (Valeurs en K€)

Taux de l'impôt sur les sociétés	30/09/22	30/09/23
Résultat net consolidé	515	4 106
Impôt sur les bénéfices	203	(1 102)
Résultat net consolidé imposable	312	5 208
Impôts sur les sociétés théorique	(92)	(1 380)
Taux d'imposition de droit commun	29,50%	26,50%
Différences permanentes	111	(256)
Déficits reportables non activés	74	268
Bénéfices non taxés car imputés sur déficits antérieurs non activés		
Ecart de taux d'imposition	110	266
Impôt sur les sociétés comptabilisé	203	(1 102)
Taux effectif d'imposition	65,06%	(21,16%)

Note 3.9 : Résultat par action (Valeurs en €)

Le résultat par action est calculé par rapport au résultat part du Groupe. il n'y a pas d'instruments dilutifs en N et N-1.

Résultat par action retraité des actions auto-détenues (*)	30/09/22	30/09/23
Résultat net consolidé (part du Groupe, en K€)	515	4 106
Nombre moyen d'actions	2 623 213	2 623 185
Résultat net par action de base	0.20	1.57
Nombre moyen d'actions après effet des conversions potentielles	2 623 213	2 623 185
Résultat net par action dilué	0.20	1.57

(*) nombre d'actions auto-détenues retiré du nombre moyen d'actions = 258065 sur un total de 2881250 actions

Note 3.10 : Effectifs

Au 30/09/2023, le Groupe MEDIA 6 emploie 637 personnes en ETP.

Les principes de classement des différentes activités du Groupe sont décrits en note 3.0.

Secteurs d'activités	30/09/22	30/09/23
Secteur Production	568	578
Secteur Services	61	59
Total Effectifs	629	637

Soit +1.3%. Il est rappelé que la répartition des effectifs par secteurs d'activités présentée ci-dessus traduit une situation ponctuelle arrêtée au 30/09/2023. La variation d'activité au cours de l'exercice a corrélativement entraîné, spécialement en ce qui concerne le secteur production, un ajustement des effectifs. Le nombre de salariés n'a donc pas nécessairement été toujours le même au cours de la période écoulée. Ci-après sont indiqués les effectifs moyens annuels mesurés en équivalent temps plein (ETP) :

Effectifs	Moyenne 2022	Moyenne 2023
Personnel sous contrat CDI ou CDD	501	558
Intérim	100	80
Total Effectifs moyens (ETP)	601	638

Soit +6.2% en moyenne annuelle ETP

Note 3.11 : Autres informations

Mandataires sociaux

La rémunération brute versée aux mandataires sociaux de façon directe ou indirecte pour l'exercice écoulé s'est élevée à 403 K€. Elle était de 367 K€ pour le précédent exercice.

Il est par ailleurs précisé que la rémunération du Directeur Général Délégué se décompose en une partie fixe représentant 65% environ de la rémunération totale, et en une partie variable à l'atteinte d'un objectif de résultat opérationnel consolidé du Groupe pour l'exercice concerné. A 100% d'atteinte de cet objectif déplafonné cette partie variable représente 35% de la rémunération totale. Il dispose par ailleurs d'un véhicule de fonction.

Honoraires des commissaires aux comptes

Au 30 septembre 2023, la charge consolidée relative aux honoraires des commissaires aux comptes intervenant pour l'ensemble des filiales du Groupe (y compris la consolidation) s'élevait à 272,6 K€. La charge correspondante de l'exercice précédent s'établissait à 220,8K€. La hausse est essentiellement due à l'évolution réglementaire nécessitant des travaux supplémentaires, reporting ESEF notamment.

<i>(en milliers d'euros)</i>	Grant Thornton		Efico	
	Montants		Montants	
	2022/23	2021/22	2022/23	2021/22
Audit				
Commissariat aux Comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés				
Émetteur	73.9	37.9	45.9	37.9
Filiales intégrées globalement	34.8	34.5	41.2	38.3
Services autres que la certification des comptes				
Émetteur	5.0	0.0	0.0	0.0
Filiales intégrées globalement	0.0	0.0	3.9	0.0
<i>dont juridique, fiscal, social</i>	<i>0.0</i>	<i>0.0</i>	<i>0.0</i>	<i>0.0</i>
Total	113.7	72.4	91.0	76.2

Les autres services concernent principalement l'audit MAZARS en Chine 26.1K€ et KPMG au Canada 34.9K€.

Suivi du contrôle fiscal 2013-2015 - Media 6 SA

Il est rappelé qu'à la clôture au 30 septembre 2017, une provision de 792 K€ a été constituée en regard de sommes réclamées par l'administration fiscale suite à un contrôle fiscal portant sur les exercices 2013 à 2015. Ce montant a été réglé. Nos conseils juridiques estiment que les rappels notifiés sont contestables et espèrent un abandon des sommes en litige.

Suivi du contrôle fiscal 2015-2018 - Media 6 SA

La société a fait l'objet d'un contrôle fiscal portant sur la période du 01/10/2015 au 30/09/2018. La proposition de rectification émise le 26/12/2019, à laquelle la société a répondu le 07/02/2020, a été réémise le 10/09/2020, et mise en recouvrement en 2 fois les 20/05/2021 et 15/09/2021 pour 1 080 K€, comptabilisés en charges sur l'exercice 2020/2021.

Ces 2 contrôles au fait générateur unique portant sur le formalisme lié à une société animatrice font l'objet d'une contestation globale auprès de l'administration fiscale.

PARTIE 4 : EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Pas d'événement significatif.

Une Assemblée Générale le 14 décembre 2023 a décidé le remplacement et l'ajout d'Administrateurs autour du PDG, ainsi que le remplacement d'un Commissaire aux comptes suppléant ayant fait valoir ses droits à la retraite. Une mise à jour des statuts pour augmenter la durée de la société et la limite d'âge des PDG, DG et DGD devra enfin être décidée à la plus prochaine Assemblée.

Perspectives du Groupe MEDIA 6 : le carnet de commandes continue de s'étoffer mais à un rythme moins important. Celui-ci s'élève pour l'exercice 2023/2024 à 52 M€, puis 3M€ environ pour chacun des 3 exercices suivants. Il est trop tôt pour juger si le niveau atteint en 2023 constitue une base suffisamment récurrente pour 2024. Avec les hausses des coûts qui ne faiblissent pas, l'enjeu des marges est accru.

PARTIE 5 : ENGAGEMENTS HORS BILAN

Cautions accordées par MEDIA 6 SA

En novembre 2018, la société MEDIA 6 SA s'est portée caution solidaire en faveur de la société MEDIA 6 ATELIERS NORMAND en cas de défaillance de cette dernière dans l'exécution de ses obligations contractuelles relatives à une commande concernant une prestation dans le domaine de l'agencement de locaux publics dans le cadre de la construction d'un navire (K34 lot 16).

Cette caution s'élève au 30/09/2023 à la somme maximum de 3 569 000 €.

En novembre 2018, la société MEDIA 6 SA s'est portée caution solidaire en faveur de la société MEDIA 6 ATELIERS NORMAND en garantie de garanties bancaires irrévocables de bonne exécution délivrée par HSBC France en faveur de cette société, titulaire de commandes de prestations dans le domaine de l'agencement de locaux publics (navire K34 lot 16).

Cette caution s'élève au 30/09/2023 à la somme maximum de 178 450 €.

En mai 2019, la société MEDIA 6 SA s'est portée caution solidaire en faveur de la société MEDIA 6 ATELIERS NORMAND en cas de défaillance de cette dernière dans l'exécution de ses obligations contractuelles relatives à une commande concernant une prestation dans le domaine de l'agencement de locaux publics dans le cadre de la construction d'un navire (K34 avenant lot 16).

Cette caution s'élève au 30/09/2023 à la somme maximum de 418 230 €.

En mai 2019, la société MEDIA 6 SA s'est portée caution solidaire en faveur de la société MEDIA 6 ATELIERS NORMAND en garantie de garanties bancaires irrévocables de bonne exécution délivrée par HSBC France en faveur de cette société, titulaire de commandes de prestations dans le domaine de l'agencement de locaux publics (navire K34 avenant lot 16).

Cette caution s'élève au 30/09/2023 à la somme maximum de 28 400 €.

En septembre 2020, la société MEDIA 6 SA s'est portée caution solidaire en faveur de la société MEDIA 6 ATELIERS NORMAND en cas de défaillance de cette dernière dans l'exécution de ses obligations contractuelles relatives à une commande concernant une prestation dans le domaine de l'agencement de locaux publics dans le cadre de la construction d'un navire (L34 lot 16).

Cette caution s'élève au 30/09/2023 à la somme maximum de 4 079 831.42 €.

En septembre 2020, la société MEDIA 6 SA s'est portée caution solidaire en faveur de la société MEDIA 6 ATELIERS NORMAND en garantie de garanties bancaires irrévocables de bonne exécution délivrée par HSBC France en faveur de cette société, titulaire de commandes de prestations dans le domaine de l'agencement de locaux publics (navire L34 lot 16).

Cette caution s'élève au 30/09/2023 à la somme maximum de 203 991.57 €.

En septembre 2020, la société MEDIA 6 SA s'est portée caution solidaire en faveur de la société MEDIA 6 ATELIERS NORMAND en cas de défaillance de cette dernière dans l'exécution de ses obligations contractuelles relatives à une commande concernant une prestation dans le domaine de l'agencement de locaux publics dans le cadre de la construction d'un navire (L34 lot 27).

Cette caution s'élève au 30/09/2023 à la somme maximum de 593 505.86 €.

En septembre 2020, la société MEDIA 6 SA s'est portée caution solidaire en faveur de la société MEDIA 6 ATELIERS NORMAND en garantie de garanties bancaires irrévocables de bonne exécution délivrée par HSBC France en faveur de cette société, titulaire de commandes de prestations dans le domaine de l'agencement de locaux publics (navire L34 lot 27).

Cette caution s'élève au 30/09/2023 à la somme maximum de 29 675.29 €.

En septembre 2021, la société MEDIA 6 SA s'est portée caution solidaire en faveur de la société MEDIA 6 ATELIERS NORMAND en cas de défaillance de cette dernière dans l'exécution de ses obligations contractuelles relatives à une commande concernant une prestation dans le domaine de l'agencement de locaux publics dans le cadre de la construction d'un navire (W34 lot 14).

Cette caution s'élève au 30/09/2023 à la somme maximum de 3 896 867 €.

En septembre 2021, la société MEDIA 6 SA s'est portée caution solidaire en faveur de la société MEDIA 6 ATELIERS NORMAND en garantie de garanties bancaires irrévocables de bonne exécution délivrée par HSBC Continental Europe en faveur de cette société, titulaire de commandes de prestations dans le domaine de l'agencement de locaux publics (navire W34 lot 14).

Cette caution s'élève au 30/09/2023 à la somme maximum de 194 844 €.

En septembre 2021, la société MEDIA 6 SA s'est portée caution solidaire en faveur de la société MEDIA 6 ATELIERS NORMAND en cas de défaillance de cette dernière dans l'exécution de ses obligations contractuelles relatives à une commande concernant une prestation dans le domaine de l'agencement de locaux publics dans le cadre de la construction d'un navire (W34 lot 21).

Cette caution s'élève au 30/09/2023 à la somme maximum de 2 182 835 €.

En septembre 2021, la société MEDIA 6 SA s'est portée caution solidaire en faveur de la société MEDIA 6 ATELIERS NORMAND en garantie de garanties bancaires irrévocables de bonne exécution délivrée par HSBC Continental Europe en faveur de cette société, titulaire de commandes de prestations dans le domaine de l'agencement de locaux publics (navire W34 lot 21).

Cette caution s'élève au 30/09/2023 à la somme maximum de 109 142 €.

En septembre 2021, la société MEDIA 6 SA s'est portée caution solidaire en faveur de la société MEDIA 6 ATELIERS NORMAND en cas de défaillance de cette dernière dans l'exécution de ses obligations contractuelles relatives à une commande concernant une prestation dans le domaine de l'agencement de locaux publics dans le cadre de la construction d'un navire (V34 lot 14).

Cette caution s'élève au 30/09/2023 à la somme maximum de 2 693 000 €.

En septembre 2021, la société MEDIA 6 SA s'est portée caution solidaire en faveur de la société MEDIA 6 ATELIERS NORMAND en garantie de garanties bancaires irrévocables de bonne exécution délivrée par HSBC Continental Europe en faveur de cette société, titulaire de commandes de prestations dans le domaine de l'agencement de locaux publics (navire V34 lot 14).

Cette caution s'élève au 30/09/2023 à la somme maximum de 134 650 €.

En mai 2022, la société MEDIA 6 SA s'est portée caution solidaire en faveur de la société MEDIA 6 ATELIERS NORMAND en cas de défaillance de cette dernière dans l'exécution de ses obligations contractuelles relatives à une commande concernant une prestation dans le domaine de l'agencement de locaux publics dans le cadre de la construction d'un navire (M34 lot 16).

Cette caution s'élève au 30/09/2023 à la somme maximum de 4 145 752.83 €.

En mai 2022, la société MEDIA 6 SA s'est portée caution solidaire en faveur de la société MEDIA 6 ATELIERS NORMAND en garantie de garanties bancaires irrévocables de bonne exécution délivrée par HSBC Continental Europe en faveur de cette société, titulaire de commandes de prestations dans le domaine de l'agencement de locaux publics (navire M34 lot 16).

Cette caution s'élève au 30/09/2023 à la somme maximum de 414 576 €.

En mai 2022, la société MEDIA 6 SA s'est portée caution solidaire en faveur de la société MEDIA 6 ATELIERS NORMAND en cas de défaillance de cette dernière dans l'exécution de ses obligations contractuelles relatives à une commande concernant une prestation dans le domaine de l'agencement de locaux publics dans le cadre de la construction d'un navire (M34 lot 27).

Cette caution s'élève au 30/09/2023 à la somme maximum de 667 625.86 €.

En mai 2022, la société MEDIA 6 SA s'est portée caution solidaire en faveur de la société MEDIA 6 ATELIERS NORMAND en garantie de garanties bancaires irrévocables de bonne exécution délivrée par HSBC Continental Europe en faveur de cette société, titulaire de commandes de prestations dans le domaine de l'agencement de locaux publics (navire M34 lot 27).

Cette caution s'élève au 30/09/2023 à la somme maximum de 66 764 €.

En mai 2022, la société MEDIA 6 SA s'est portée caution solidaire en faveur de la société MEDIA 6 ATELIERS NORMAND en cas de défaillance de cette dernière dans l'exécution de ses obligations contractuelles relatives à une commande concernant une prestation dans le domaine de l'agencement de locaux publics dans le cadre de la construction d'un navire (M34 lot 30).

Cette caution s'élève au 30/09/2023 à la somme maximum de 871 606.26 €.

En mai 2022, la société MEDIA 6 SA s'est portée caution solidaire en faveur de la société MEDIA 6 ATELIERS NORMAND en garantie de garanties bancaires irrévocables de bonne exécution délivrée par HSBC Continental Europe en faveur de cette société, titulaire de commandes de prestations dans le domaine de l'agencement de locaux publics (navire M34 lot 30).

Cette caution s'élève au 30/09/2023 à la somme maximum de 87 162 €.

En mai 2022, la société MEDIA 6 SA s'est portée caution solidaire en faveur de la société MEDIA 6 ATELIERS NORMAND en cas de défaillance de cette dernière dans l'exécution de ses obligations contractuelles relatives à une commande concernant une prestation dans le domaine de l'agencement de locaux publics dans le cadre de la construction d'un navire (A35 lot 4).

Cette caution s'élève au 30/09/2023 à la somme maximum de 3 246 000 €.

En mai 2022, la société MEDIA 6 SA s'est portée caution solidaire en faveur de la société MEDIA 6 ATELIERS NORMAND en garantie de garanties bancaires irrévocables de bonne exécution délivrée par HSBC Continental Europe en faveur de cette société, titulaire de commandes de prestations dans le domaine de l'agencement de locaux publics (navire A35 lot 4).

Cette caution s'élève au 30/09/2023 à la somme maximum de 324 600 €.

En mai 2022, la société MEDIA 6 SA s'est portée caution solidaire en faveur de la société MEDIA 6 ATELIERS NORMAND en cas de défaillance de cette dernière dans l'exécution de ses obligations contractuelles relatives à une commande concernant une prestation dans le domaine de l'agencement de locaux publics dans le cadre de la construction d'un navire (A35 lot 10).

Cette caution s'élève au 30/09/2023 à la somme maximum de 4 651 021.62 €.

En mai 2022, la société MEDIA 6 SA s'est portée caution solidaire en faveur de la société MEDIA 6 ATELIERS NORMAND en garantie de garanties bancaires irrévocables de bonne exécution délivrée par HSBC Continental Europe en faveur de cette société, titulaire de commandes de prestations dans le domaine de l'agencement de locaux publics (navire A35 lot 10).

Cette caution s'élève au 30/09/2023 à la somme maximum de 465 104 €.

Engagements de crédit bail

Voir note 2.3 de l'Annexe sur les comptes consolidés.

Clauses dites de défaut au sein des contrats d'emprunt

Par principe, au sein du Groupe, les emprunts auprès des établissements de crédit sont contractés par MEDIA 6 SA. Des exceptions concernent des reliquats d'emprunts qui ont été souscrits par certaines filiales préalablement à leur acquisition par MEDIA 6 SA.

Les banques insèrent habituellement dans leurs contrats des clauses dites de défaut qui en cas d'évolution défavorable de certains ratios financiers peuvent entraîner notamment une accélération de l'exigibilité du passif financier concerné ou une augmentation du coût du financement supporté par l'emprunteur.

Valeurs nettes comptables au 30/09/2023	Échéances		Clauses de défaut en cas d'évolution défavorable de certains ratios financiers
Emprunts à moyen terme			
MEDIA 6 SA (HSBC) Emprunt 2 000 K€ Souscrit 03-2018 à 1.05% fixe Durée : 20 trimestres	103 K€	15/10/23	Ratios concernant les comptes consolidés Dette nette / Fonds propres < 1 Dette nette / Ebitda < 3
MEDIA 6 SA (CE) Emprunt 2 000 K€ Souscrit 03-2018 à 1.05% fixe Durée : 60 mois	35 K€	05/10/23	Néant
MEDIA 6 SA (HSBC) Emprunt 6 000 K€ Souscrit 12-2019 à 1.00% fixe Durée : 90 mois	3 480 K€	15/07/27	Ratios concernant les comptes consolidés Dette nette / Fonds propres < 1 Dette nette / Ebitda < 3
MEDIA 6 SA (BPI) Emprunt 5 000 K€ Souscrit 12-2019 à 0.95% fixe Durée : 84 mois	2 678 K€	30/06/27	Néant
MEDIA 6 SA (CE) Emprunt 5 000 K€ Souscrit 12-2019 à 1.00% fixe Durée : 90 mois	2 914 K€	05/07/27	Néant
MEDIA 6 SA (BPI) Emprunt 3 000 k€ Souscrit 12-2021 à 0.54% fixe Durée : 60 mois	3 000 K€	31/12/26	Néant
TOTAL	12 210 K€		

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 30 septembre 2023

Media 6

Société Anonyme
au capital de 9 220 000 €
33 avenue du Bois de la Pie
93290 Tremblay en France

Grant Thornton

Commissaire aux comptes

29 rue du Pont
92200 Neuilly-Sur-Seine

Efico

Commissaire aux comptes

66 rue Henri Vasseur
95100 Argenteuil

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés

Media 6 SA

Exercice clos le 30 septembre 2023

Aux actionnaires de la société **Media 6 SA**,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société **Media 6 SA** relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} octobre 2022 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Evaluation des goodwills

Risque identifié :

Au 30 septembre 2023, les goodwills sont inscrits au bilan pour une valeur nette comptable de 14 711 milliers d'euros. Ces actifs incorporels font l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an à la clôture de l'exercice. Lorsque la valeur d'utilité de ces actifs est inférieure à leur valeur nette comptable, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Comme indiqué dans la note 2.3.1. « Tests de valorisation des actifs immobilisés » des notes annexes aux comptes consolidés, la valeur d'utilité se fonde sur les flux de trésorerie futurs actualisés qui seront générés par lesdits actifs.

Compte tenu de la sensibilité de ces actifs aux variations de données et hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations de la direction, en particulier les prévisions de flux de trésorerie et les taux d'actualisation utilisés, nous avons considéré l'évaluation de la valeur d'utilité des goodwills comme un point clé de notre audit.

Notre réponse :

Nos travaux ont consisté à apprécier :

- les modalités de mise en œuvre des tests de dépréciation réalisés par le Groupe ;
- les principales estimations, notamment les hypothèses sous-tendant les prévisions de flux de trésorerie, tels que le taux de croissance long terme et les taux d'actualisation retenus.
- la pertinence des analyses de sensibilité aux hypothèses clés réalisées par le Groupe et nous avons également effectué nos propres calculs de sensibilité afin d'être en mesure de nous prononcer sur les analyses retenues par le Groupe.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires, des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Déclaration de performance extra financière

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L. 225-102-1 du Code de commerce figure dans le rapport de gestion du groupe, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-10 de ce Code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés.

En application de la loi, nous vous signalons que la déclaration de performance extra financière ne comprend pas :

- toutes les informations sociales, environnementales et sociétales prévues par l'article L.225-102-1 du Code de commerce.
- toutes les informations requises par le 2 de l'article 8 du règlement (UE) 2020/852.

Autres vérifications ou informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Format de présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1- 2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Président. S'agissant de comptes consolidés, nos diligences comprennent la vérification de la conformité du balisage de ces comptes au format défini par le règlement précité.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes consolidés qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation du commissaire aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Media 6 SA par l'Assemblée Générale du 31 mars 2008 et du 28 mars 2014 pour Efico.

Au 30 septembre 2023, Grant Thornton était dans la seizième année de sa mission sans interruption et Efico dans la dixième année, dont respectivement seize et dix années depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Neuilly-sur-Seine et Argenteuil, 29 janvier 2024

Les commissaires aux comptes

Grant Thornton
Membre français de Grant Thornton
International

Olivier Bochet
Associé

Efico

Johanne Aubry
Associée

- IV -

DEPENDANCE DU GROUPE MEDIA 6

FACE A CERTAINS

FACTEURS DE RISQUE

LES RISQUES OPERATIONNELS

Risque lié aux conditions de marché

La communication sur le point de vente est un secteur d'activité fortement concurrentiel et très atomisé. Le positionnement du Groupe MEDIA 6 sur ce marché est d'apporter en permanence un ensemble diversifié de produits et de prestations : intégration verticale (création, fabrication, agencement, installation), intégration horizontale (offre multi matériaux avec des usines spécialisées). L'outil de production est à la pointe dans son domaine d'activité.

Assurances

Le Groupe a toujours assuré de manière satisfaisante ses activités dans des conditions conformes aux normes de la profession. Il a mis en place des programmes d'assurance qui permettent une couverture pour divers risques et activités importants qui concernent :

- les risques de dommages matériels et les pertes d'exploitation qui en résultent
- la responsabilité civile
- la responsabilité des dirigeants
- le transport

Le Groupe MEDIA 6 a souscrit des assurances supplémentaires lorsque cela était nécessaire, soit pour respecter les lois en vigueur, soit pour couvrir plus spécifiquement les risques dus à une activité ou à des circonstances particulières.

Les programmes d'assurance sont supervisés par un courtier spécialisé et répartis sur des compagnies d'assurance européennes à surface financière importante.

LES RISQUES LIES A L'ACTIVITE INTERNATIONALE

Risque de taux d'intérêt

Se reporter à la note 2.10 de l'annexe aux comptes consolidés.

Risque de change

Se reporter à la note 2.10 de l'annexe aux comptes consolidés.

Risque pays

Aucune activité n'est développée dans un pays identifié comme risqué.

LES RISQUES LIES A L'ENVIRONNEMENT FINANCIER

Risque clients

Le risque de non-recouvrement des créances clients est maîtrisé en amont par une bonne connaissance du marché, de la qualité de signature de sa clientèle, et pour certains nouveaux clients par la détermination d'encours résultant d'analyses financières spécifiques. Les créances sont réparties sur environ 500 clients (entités juridiques différentes, y compris chez un client), dont 1 seul du secteur Production dépasse 10% du chiffre d'affaires consolidé et en représente 11.7%.

Risque sur les engagements financiers

Le risque d'incapacité à faire face à ses engagements financiers est peu important pour le Groupe MEDIA 6 du fait d'un endettement (bancaire et assimilé) équivalant 40% des capitaux propres, et d'une trésorerie courante valant 72% de cet endettement au 30/09/2023.

Risque de liquidité / Informations sur les clauses de défaut au sein des contrats d'emprunt

Le détail de ces clauses est exposé dans l'annexe aux comptes consolidés annuels (tableau des emprunts-dernière page de l'annexe). Les conditions de leur application ne fait pas apparaître de probabilité d'occurrence des faits générateurs propres à chacune d'entre elles à la clôture des comptes au 30 septembre 2023.

L'échéancier des passifs financiers figure dans la note 2.10 de l'annexe aux comptes consolidés.

Risque de sensibilité des capitaux propres

Une partie des actifs (20% du total actif consolidé au 30/09/2023) est composée d'éléments incorporels (goodwills) dont la valeur dépend en grande partie de résultats opérationnels futurs. L'évaluation de ces goodwills suppose également que le Groupe MEDIA 6 formule des hypothèses réalistes sur des éléments qui sont par nature incertains. Au cas où un changement intervenait dans les hypothèses sous-tendant cette évaluation, une réduction des capitaux propres serait à enregistrer.

Risque de déficience du contrôle interne

L'organisation générale du contrôle interne du Groupe MEDIA 6 repose sur une centralisation et une coordination des services administratifs. Elle concerne les systèmes d'information utilisés par les filiales, le contrôle budgétaire et des marges devisées puis réelles, l'élaboration des comptes consolidés, la gestion centralisée de la trésorerie et des paiements, les opérations de nature juridique ou financière.

Le Groupe MEDIA 6 étend par ailleurs progressivement à l'ensemble de ses filiales un ensemble de procédures et normes communes dans des domaines variés : gestion des achats, suivi des engagements, bilan d'affaires, procédures qualité...

Enfin, un responsable de l'audit interne effectue les missions préventives nécessaires.

Risque d'erreurs ou de pertes de données informatiques

Les filiales françaises du Groupe sont dotées d'un système informatique de base intégrant la gestion commerciale, la gestion de production et la gestion comptable. Les informations peuvent être ainsi suivies en temps réel, les risques d'erreur liés à la saisie multiple sont réduits.

Pour pallier les risques de panne, de coupure électrique, d'attaque de virus ou de vol de données, le Groupe MEDIA 6 s'est doté des outils appropriés tels qu'onduleurs, pare-feux, anti-virus, fort niveau de sécurisation de nos réseaux. Par ailleurs des sauvegardes journalières sont effectuées et stockées sur des sites différents. Des audits externes réguliers testent l'intégrité du système.

- V -

**GROUPE MEDIA 6
DECLARATION CONSOLIDEE
DE PERFORMANCE EXTRA FINANCIERE**

RESPONSABILITE SOCIALE

La politique sociale du Groupe Media 6 passe par une vigilance sur le niveau de rémunération (adéquation aux conditions de marché), l'harmonisation des salaires pour éviter toute discrimination, le niveau d'expertise des salariés (formation incitée et à la demande) et les performances individuelles en regard de l'adéquation au poste et de l'attente des collaborateurs qui est chaque année davantage prise en compte. Des évaluations sont effectuées sur une base annuelle directement entre les collaborateurs et leur manager. La Direction des Ressources Humaines a été dotée de moyens supplémentaires en ce sens au cours de l'exercice.

Structure des effectifs (en ETP)

La répartition par zone-pays en moyenne annuelle et celle au 30 septembre 2023 ont été les suivantes :

Moyenne 2023	France	Europe	Chine	Canada	TOTAUX
Permanents	249	68	48	183	548
Temps partiel	69	0	12	9	90
TOTAUX	318	68	60	192	638

Au 30/09/23	France	Europe	Chine	Canada	TOTAUX
Permanents	241	70	56	202	569
Temps partiel	61	-	-	7	68
TOTAUX	302	70	56	209	637

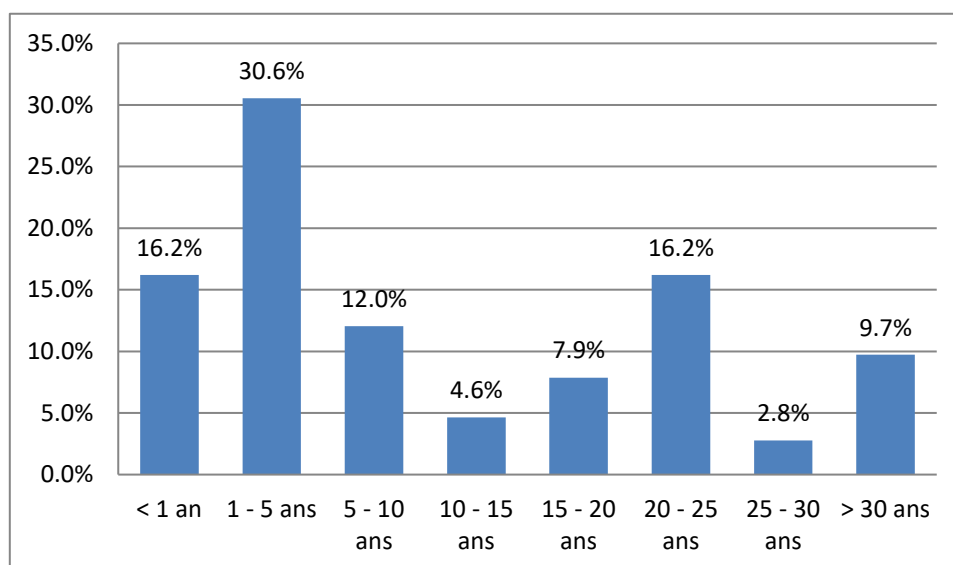
Les statistiques qui suivent concernent les seules filiales françaises.

La répartition comparée femmes / hommes était la suivante pour les permanents :

	au 30/09/2023
Femmes	43.5%
Hommes	56.%
Total	100%

Les index d'égalité femmes / hommes sont par ailleurs élaborés au niveau des entités légales et publiés sur la page filiale concernée de notre site internet groupe www.media6.com

Au 30 septembre 2023, la pyramide des anciennetés était la suivante :



Cette répartition met en évidence le renouvellement important des collaborateurs en France (en moyenne 46,8 % inférieurs à 5 ans d'ancienneté).

La répartition comparée par catégorie était la suivante :

	au 30/09/2023
Ouvriers-Employés	60%
Cadres	40%
Total	100%

La répartition comparée en fonction de la rémunération annuelle brute était la suivante :

	au 30/09/2023
< 24 000 €	37.0%
24 001 à 36 000 €	25.9%
36 001 à 48 000 €	15.3%
48 000 à 60 000 €	7.4%
> 60 000 €	14.4%
Total	100.0%

Une politique de rémunération variable existe pour les fonctions commerciales.

Les augmentations salariales sont effectuées en fonction d'une part de l'évolution de la carrière, d'autre part de l'appréciation des performances personnelles (pro meritis). Des primes annuelles sont versées au sein de chaque filiale en fonction de l'atteinte des objectifs budgétaires la concernant et d'objectifs personnels.

Il n'a pas été mis en place de plan d'actionnariat salarié en France.

RESPONSABILITE ENVIRONNEMENTALE

MEDIA 6 s'engage à minimiser l'impact de ses activités sur l'environnement à travers des démarches organisées et continues concernant l'amélioration de la performance environnementale de ses usines et l'amélioration de l'impact environnemental de ses produits.

Amélioration de la performance environnementale de ses usines :

- Amélioration de la performance énergétique dans une dynamique de neutralité carbone (à travers la réalisation d'un bilan de gaz à effet de serre).
- Pérennité et renouvellement des parcs machines.
- Maitrise des consommations d'eau, d'énergie, de produits chimiques et de déchets.
- Promotion de la valorisation et du recyclage des déchets.
- Mise en œuvre d'un plan de compensation carbone afin d'atteindre la neutralité carbone.

Amélioration de l'impact environnemental de ses produits vendus :

- Mise en œuvre d'une démarche d'éco conception sur l'ensemble des filiales (Europe, Asie et Amérique du Nord).
- Promotion systématique des actions de performances environnementale dans nos études de conception et offres commerciales (utilisation d'un outil d'analyse de performance environnementale).
- Veille et test de nouvelles matières premières « éco responsables » sur l'ensemble des activités du groupe MEDIA 6.
- Soutien à l'économie circulaire à travers nos partenaires locaux.

L'ensemble de ces points sont soumis à des évaluations et des audits internes et externes.

Les sites industriels planifient et réalisent des contrôles périodiques, afin de répondre aux dispositions réglementaires applicables. Selon les besoins, ces contrôles sont réalisés en interne ou avec l'assistance de prestataires extérieurs. Si une non-conformité est mise en évidence, un plan d'action est mis en place pour y remédier.

A la clôture de l'exercice au 30 septembre 2023, aucune provision n'a été constituée pour risques en matière d'environnement et liée à nos activités.

La liste des actions opérationnelles dans le domaine environnemental peut se présenter comme suit :

1) Certifications

Les sites des filiales MEDIA 6 PRODUCTION PLV (La Ferté Milon -02) et MEDIA 6 PRODUCTION METAL (Amplepuis - 69) sont certifiés ISO 14001 depuis 2012.

MEDIA 6 ATELIERS NORMAND (Sainte Pazanne – 44) est certifiée ISO 14001 depuis 2019.

Les sites des filiales MEDIA 6 ATELIERS NORMAND et MEDIA 6 PRODUCTION PLV sont certifiés PEFC depuis 2013 et FSC en 2020.

Le site de MEDIA 6 en Chine est certifié ISO 9001 et audité par plusieurs clients selon des référentiels équivalents à la certification SA 8000, et est certifiée 14001 depuis 2020.

La même démarche a été initiée pour la nouvelle filiale MEDIA6 IMG au Canada.

Les filiales MEDIA 6 PRODUCTION PLV et MEDIA 6 ATELIERS NORMAND sont labellisées EPV depuis 2016 et 2019

Les filiales MEDIA 6 PRODUCTION METAL, MEDIA 6 IMG et MEDIA 6 Asia ont eu des audits SMETA au cours des trois dernières années.

2) Réduction de l’empreinte carbone

- Produits

Nous avons mis en place en 2019 une démarche d’éco-conception qui a été labellisée AFAQ Eco-conception au plus haut niveau (exemplaire) par l’organisme Afnor.

Etabli sur l’ensemble du Groupe MEDIA 6, cette labellisation met en avant la volonté affirmée de la direction de donner un nouvel élan au cœur même de nos métiers, grâce à l’implication de tous nos collaborateurs. La démarche d’éco-conception chez MEDIA 6 repose en effet sur les compétences de nos collaborateurs au travers d’une approche pluridisciplinaire et transversale. La recherche de performance fait partie intégrante de nos métiers, et se voit amplifiée au travers cette recherche de performance environnementale, prenant en compte l’ensemble du cycle de vie de nos produits.

Durant l’ensemble des étapes du cycle de vie du produit conçu, nous travaillons avec des prestataires, fournisseurs, industriels afin de sourcer, voir créer de nouveaux produits environnementalement innovants.

Au sein de l’usine de MEDIA 6 PRODUCTION PLV, grâce aux investissements réalisés depuis 2017, afin de réutiliser les déchets et rebuts d’injection plastique, dès 2020, nous utilisons 100% de matière recyclée pour l’injection

- Emballages

100% du carton ondulé utilisé pour les emballages est certifié PEFC/FSC.

Le recyclage de nos déchets carton en circuit court (moins de 30 km) mis en place en 2019 en collaboration avec un Etablissement et Service d’Aide par le Travail (ESAT) s’est intensifié.

- Sites industriels

Nous avons réalisé le bilan GES (Gaz à Effet de Serre) de nos sites de production en France à travers l’outil Bilan carbone® proposé par l’Institut Français de Carbone 2013. Depuis 2018, nous sommes intégrés au CDP (Carbone Disclosure Program). Sur notre déclaration 2022, nous avons été notés C sur l’ensemble de notre périmètre d’activité. La réalisation des BGES nous permet de mettre en place des plans d’actions visant à réduire l’impact environnemental de l’ensemble de nos sites de production.

20 % de la consommation électrique du Groupe provient d’une énergie verte renouvelable.

Nous poursuivons notre programme pluriannuel lancé en 2013 de réduction d’énergie dans nos usines :

- MEDIA 6 PRODUCTION METAL (Amplepuis - 69) : rénovation de l’isolation des toitures sur 5 ans.
- MEDIA 6 ATELIERS NORMAND (Sainte Pazanne -44) : rénovation totale des espaces de bureaux (isolation, fenêtres...).
- MEDIA6 PRODUCTION PLV (La Ferté Milon -02) : isolation de bâtiment.
- MEDIA 6 ATELIERS NORMAND, MEDIA 6 PRODUCTION METAL, MEDIA6 PRODUCTION PLV, MEDIA 6 SA : le programme de remplacement des éclairages au néon par des éclairages Led initié en 2015 sur le site de Sainte Pazanne ayant permis une réduction de la consommation d’électricité de 60%, chiffre largement supérieur aux prévisions initiales de 40%, a été étendu aux autres sites du Groupe au travers d’un plan triennal.

- Parcs véhicules

Nous avons engagé une politique volontariste pour l'utilisation de véhicules propres. Des bornes de recharge électrique ont été installées au siège social du Groupe. Des véhicules de société et de fonction du siège ont été remplacés par des véhicules électriques.

- Parcs machines

MEDIA 6 investit sur tous ses sites et intègre de nouveaux équipements moins énergivores, plus flexibles et plus ergonomiques.

- Biodiversité

Le déclin des populations d'abeilles représente une menace sérieuse pour la biodiversité du fait de leur rôle dans la pollinisation. Les abeilles sont grandement menacées par les effets combinés du changement climatique, de l'agriculture intensive, de l'usage de pesticides, de la perte en biodiversité par ailleurs et de la pollution.

MEDIA 6 lutte pour la sauvegarde des abeilles depuis 2018 par le parrainage de ruches.

3) Parties prenantes externes

Depuis 2013 nous sommes intégrés au CDP (Carbone Disclosure Program) du Groupe L'OREAL (noté 'A' dans chacune des 3 catégories de notation de ce programme) dans le cadre du « Sharing Beauty With All ».

Nous sommes également intégrés à la plateforme Ecovadis depuis 2017 avec plusieurs de nos clients. Nous mettons en œuvre chaque année un plan d'action afin de suivre notre performance RSE sur quatre rubriques : Environnement, Social et droit de l'Homme, Ethique et Achats responsables. **Le classement ECOVADIS « PLATINIUM » du groupe MEDIA 6 nous situe dans le top 1 % des sociétés.**

Nous adhérons au programme Global Compact France depuis 2018. Cet organisme offre à tous types d'entreprises et d'organisations à but non lucratif un lieu d'échange stimulant pour initier, développer et partager leurs démarches de responsabilité sociétale.

En 2020, nous avons adhéré à deux autres organismes :

Le Responsibility Beauty Initiative (RBI) : il s'agit d'une initiative de l'industrie cosmétique axée sur l'approvisionnement durable. Cette initiative permet de renforcer la durabilité dans les chaînes de valeur, tout en créant des avantages pour les fournisseurs.

Le Science Base Target (SBTI) est une autre initiative qui conduit une action climatique ambitieuse dans le secteur privé en permettant aux entreprises de fixer des objectifs de réduction des émissions basés sur la science. MEDIA 6 a signé sa lettre d'intention en 2021 afin de s'inscrire dans l'ambition de trajectoire 1,5°C.

A fin 2019, 95% des partenaires ont adhéré à la charte RSE. Nous avons réalisé en 2020 une auto-évaluation selon la norme ISO 20400 (Achats Responsables) afin de mesurer la maturité de notre système sur nos achats responsables. Notre niveau de maturité est jugé satisfaisant. Nous exploitons toujours ces résultats pour en définir des plans d'action.

TAXONOMIE VERTE

PRÉSENTATION DE LA TAXONOMIE EUROPÉENNE

Le règlement de la taxonomie verte est un élément clé du plan d'action de la Commission européenne qui vise à réorienter les flux de capitaux vers une économie plus durable. La taxonomie est un système de classification des activités économiques « durables », donc des produits, sur le plan environnemental, encourageant à flécher les investissements nécessaires pour atteindre la neutralité carbone à horizon 2050. A noter qu'une taxonomie sociale est en cours de développement et ne fait l'objet d'aucun reporting normé cette année. La taxonomie s'adresse aux investisseurs et financeurs pour les éclairer sur le financement d'activités durables, indépendamment des secteurs d'activités.

Cette taxonomie permet de créer un système de classification uniforme et harmonisé au langage commun selon lequel les activités économiques peuvent sans ambiguïté être considérées comme respectueuses de l'environnement/vertes, prévenant ainsi que le marketing soit utilisé comme trompe l'œil à présenter des produits verts qui ne le seraient pas (éviter le greenwashing).

Le groupe MEDIA6, coté, entre dans le champ d'application de l'article 8 du règlement de la taxonomie de l'UE et communique ci-après ses activités économiques classées durables. Les 6 objectifs environnementaux définis dans le règlement de l'UE sur la taxonomie et sur lesquels nous nous mesurons sont les suivants :

- L'atténuation du changement climatique,
- L'adaptation au changement climatique,
- L'utilisation durable et la protection des ressources marines et aquatiques,
- La transition vers une économie circulaire,
- La prévention et la réduction de la pollution,
- La protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes.

La spécification des indicateurs clés (=KPIs) est déterminée conformément à l'annexe I de l'article 8 de l'acte délégué. Pour l'exercice 2023, Le groupe MEDIA6 détermine les KPIs éligibles et alignés à la Taxonomie conformément aux exigences légales comme présenté dans la méthodologie ci-dessous.

ELIGIBILITE

Un examen approfondi au travers de toutes les activités opérationnelles ou fonctionnelles pertinentes du Groupe MEDIA6 fut conduit en fonction des périmètres financiers, géographiques, classification NACE ou équivalente de nos entités légales de par le monde, et de l'annexe technique du Technical Expert Group de l'UE.

METHODOLOGIE D'ÉVALUATION

La méthodologie se base sur 3 séries de critères explorant les activités du groupe MEDIA6 :

- 1- Critère de contribution principale : 1 trajectoire climatique retenue sur 1 objectif substantiel retenu parmi les 6, plus couramment en vue d'une atténuation (plutôt que d'une adaptation à visée plus ambitieuse).
- 2- Critère « Do No Significant Harm » : les activités ne doivent pas impacter négativement de façon significative les 5 autres objectifs.
- 3- Critère de « Garanties Sociales Minimales » : L'ensemble des activités doivent respecter des garanties sociales minimales (Principes directeurs de l'OCDE + Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme).

Parmi les 76 activités éligibles, 9 activités des « secteurs » manufacture, transport, construction, activité immobilière, information et communication, activité scientifique et technique ont été sélectionnées pour une revue critique approfondie.

La résultante sous forme de KPIs doit présenter :

- % de chiffre d'affaires (CA) durable / CA total
- % de dépenses d'investissement (CAPEX) durables / CAPEX total
- % de dépenses d'exploitation (OPEX) durables / OPEX total

Les dépenses doivent faire partie de plans à 10 ans « crédibles » validés niveau gouvernance.

RESULTAT DE L'ÉVALUATION MEDIA6

➤ Éligibilité

Tout d'abord, aucune des activités économiques du groupe n'induit de CA éligible, ni d'OPEX éligible au titre de la Taxonomie européenne.

Des activités économiques durables ont été identifiées niveau CAPEX, permettant à certaines activités concernées de devenir plus sobres en carbone et d'entraîner des réductions de gaz à effet de serre, contribuant ainsi à l'objectif d'atténuation du changement climatique. Ces activités sont présentées dans le tableau de synthèse ci-dessous :

Activité économique	Description de l'activité au sein du Groupe MEDIA6
Secteur transport	
Activité n°77.11 - Transport par motos, voitures particulières et véhicules utilitaires légers	Utilisation de 13 véhicules utilitaires, camionnettes, fourgonnettes (en leasing et achetés)
Activité n°77.12 - Services de transport de marchandises par route	Utilisation de 13 véhicules utilitaires, camionnettes, fourgonnettes (en leasing et achetés)
Secteur de la construction	
Activité n°F43 - Rénovation de bâtiments existants	Travaux entrepris en 2023 : <ul style="list-style-type: none"> • Bardage, Menuiseries portes & fenêtres double vitrage (43.32) • Mise en place éclairage LED (43.21) • des travaux d'isolation (43.29) en rénovation complète
Secteur immobilier	
Activité n°L68 - Acquisition et propriété de bâtiments	MEDIA6 est propriétaire de ses bâtiments tertiaires et de production (sauf Chine et Canada, en location simple).
Secteur d'activités spécialisées, scientifiques et techniques	
Activité n°M71.12 - Recherche, développement et innovation close-to-market	MEDIA6 peut être concernée car : <ul style="list-style-type: none"> • Recherche et développement expérimental de démarches d'éco-conception • Recherche et développement expérimental de démarches d'innovation

Légende code couleurs : activités éligibles , activités à surveiller

KPIs 2023

Secteur	N° d'activité	Code NACE	Intitulé d'activité	Éligibilité	CA		OPEX		CAPEX	
					K€	%	K€	%	K€	%
Transport	6.5	N77.11	Transport par motos, voitures particulières et véhicules utilitaires légers		0	0%	0	0%	0	0%
	6.6	N77.12	Services de transport de marchandises par route		0	0%	0	0%	0	0%
Construction	7.2	F43.21, F43.29, F43.32	Rénovation de bâtiments existants (installation électrique, travaux de menuiserie, autres travaux)		0	0%	0	0%	57	5%
Activités immobilières	7.7	L68	Acquisition et propriété de bâtiments		0	0%	0	0%	0	0%
Activités scientifiques et techniques	9.1	M71.12	Recherche, développement et innovation close-to-market		0	0%	0	0%	0	0%
TOTAL ÉLIGIBLE TAXONOMIE					0	0%	0	0%	57	5%
TOTAL MEDIA6					98 597	100%	44 216	100%	1 037	100%

Commentaire :

Les CAPEX éligibles correspondent au remplacement d'éclairage par des lampes LED pour 25 366 €, et 31 500 € pour des travaux de rénovation thermique.

➤ Alignement

Au 30/09/2023, et par rapport au règlement de la taxonomie européenne, la totalité des activités éligibles du tableau ci-dessus doit être considérée comme non alignée, même les efforts CAPEX restent encore en deçà des seuils. Ainsi 0% de CA, 0% d'OPEX, 0% de CAPEX doivent être considérés alignés.

RESPONSABILITE SOCIETALE

La direction du Groupe MEDIA 6 s'inscrit durablement dans une démarche RSE et déclare que son engagement est sincère et motivé.

La démarche RSE est mise en œuvre au sein des filiales et adopte une approche basée sur un socle des valeurs essentielles : promouvoir le sens de la responsabilité et l'épanouissement des salariés au travail.

La stratégie RSE du Groupe MEDIA 6 est ainsi au cœur du processus décisionnel et se décline comme suit : opérer de manière responsable et durable.

Nous gérons nos activités conformément aux attentes de diverses parties prenantes tant aux niveaux national et international.

Nous considérons également la responsabilité d'entreprise comme une composante stratégique qui nous aide à gérer les risques et à saisir les opportunités qui s'offrent à nous dans un monde en évolution.

Nous nous engageons à comprendre, surveiller et gérer notre impact social, environnemental et économique pour nous permettre de contribuer à l'objectif plus large de développement durable de la société.

Nous mobilisons tous les moyens nécessaires à la réalisation des objectifs sociétaux, et nous invitons les différents responsables et salariés du Groupe à adhérer pleinement pour relever les nouveaux défis.

Cet engagement est profondément enraciné dans nos valeurs fondamentales et nous visons à démontrer ces responsabilités à travers nos actions et dans le cadre de nos politiques d'entreprise.

Au sein du Groupe MEDIA 6, nous définissons la responsabilité sociétale de l'entreprise comme suit :

1. Encourager l'acquisition de compétences à tous les niveaux par la formation, l'encadrement et la communication. Il est nécessaire d'améliorer les pratiques au travail et de promouvoir notre savoir-faire dans tous nos métiers.
2. Améliorer la qualité de vie au travail et encourager la parité, défendre la diversité et assurer la protection de chacun des salariés sans aucune discrimination.
3. Inciter les collaborateurs à observer des comportements éthiques dans les affaires et à lutter contre la corruption avec fermeté et transparence.
4. Communiquer avec les différentes parties intéressées par la démarche RSE du Groupe MEDIA 6 et coordonner les efforts pour la mise en œuvre d'actions communes.
5. S'impliquer dans la vie communautaire dans les localités où sont implantées toutes nos filiales par la participation aux activités associatives et culturelles.
6. Favoriser la cohésion au sein de l'entreprise en créant et entretenant le dialogue social

La Direction Générale veille à ce que toutes les questions de responsabilité sociétale des entreprises soient prises en compte et soutenues dans nos activités opérationnelles et administratives et soient conformes aux meilleurs intérêts des parties prenantes du Groupe MEDIA 6. Elle veille à l'évolution à venir du reporting en la matière.